

Libération

UKRAINE
**Feu vert de l'UE
 pour «réarmer
 l'Europe»**

PAGES 8-9

LILLE
**Martine Aubry.
 goodbye
 l'édile**

PAGES 10-11

Albert Einstein en 1951 et Donald Trump lundi. PHOTOS BETTMANN ARCHIVE, LEA MILLIS REUTERS - PHOTOMONTAGE «LIBÉRATION»

TRUMP L'AMÉRIQUE EN SCIENCE INVERSE

L'offensive obscurantiste menée par la Maison Blanche contre la recherche fait vaciller le monde scientifique. Les chercheurs américains se mobilisent ce vendredi. Un mouvement soutenu massivement en France. **PAGES 2-6**

PUBLICITÉ



musee-armee.fr



#ExilCombattant

UN EXIL COMBATTANT

EXPOSITION 26 FEVRIER-22 JUIN 2025 · LES ARTISTES ET LA FRANCE 1939-1945



EDITORIALPar
DOV ALFON**Opportunité**

L'idiocratie qui dirige l'Amérique depuis maintenant quarante-cinq jours, formée par le président américain, Donald Trump, et son homme de main, Elon Musk, est en passe de casser le moteur de la croissance économique américaine, ses institutions de recherche et d'innovation. Quelque 1200 employés du National Institute of Health, la principale agence de recherche biomédicale des Etats-Unis, ont été brutalement renvoyés, et

des licenciements massifs de scientifiques ont été annoncés à des agences aussi prestigieuses que la Food and Drug Administration, la Noaa, liée au climat, et bien d'autres. Présentée comme une mesure budgétaire de bon sens, cette implacable démolition est en réalité idéologique : Trump s'attaque à l'idée même d'une réalité fondée sur des faits observés et analysés car celle-ci ne s'accorderait pas du déni climatique, du refus de la vaccination et d'autres faits alternatifs qu'il cherche à sacrilégier. Comme les talibans ont détruit les bouddhas géants de Bamiyan à la dynamite pour effacer toute présence préislamique en Afghanistan, Trump et Musk mettent le feu aux institutions scientifiques pour faire oublier ce que leur doit l'Amérique. C'est le moment rêvé pour la France de mettre en place un

plan ambitieux pour attirer ces scientifiques et retrouver son rang dans la recherche et l'innovation. Pour cela, il lui suffit de s'inspirer de son histoire : en 1935, le physicien Jean Perrin fondait la Caisse nationale de la recherche scientifique, qui allait devenir le CNRS, en obtenant du gouvernement une partie du budget consacré à la construction de la ligne Maginot. Il a ainsi réussi à attirer à Paris nombre de scientifiques qui cherchaient à fuir les persécutions nazies, dont deux futurs prix Nobel. Ce plan ambitieux fut stoppé net par le gouvernement Daladier mais il ne tient qu'à nous de réécrire l'histoire d'une façon plus heureuse aujourd'hui. Réarmer la France, c'est bien ; consacrer une partie de ce budget faramineux à l'accueil en France des scientifiques chassés par Trump serait encore mieux. ◀

Etats-Unis Totale science friction

En annonçant des coupes drastiques, Donald Trump met un coup à la recherche de l'un des pays les plus moteurs dans le domaine. La résistance s'organise : le mouvement Stand up for Science appelle à une mobilisation mondiale ce vendredi.

Par
OLIVIER MONOD
et **THIBAUT SARDIER**

«**L**a France ne suivra qu'un cap, celui de la volonté pour la paix et la liberté. C'est ce en quoi nous croyons pour notre sécurité, [...] pour défendre la démocratie, [...] une certaine idée d'une recherche libre.» Mercredi, à l'issue d'une allocution consacrée à la tempête géopolitique et à l'urgence du réarmement, Emmanuel Macron a fait allusion à l'autre bataille qui secoue les Etats-Unis : l'attaque lancée par Donald Trump contre la science et le climat. Lors de son discours devant le Congrès mardi, le président républicain a brandi les factures de millions de dollars gâchés, selon lui, à «rendre les souris transgenres» ou à «promouvoir l'idéologie LGBTQIA dans la nation africaine du Lesotho, dont personne n'a jamais entendu parler». De fait, depuis son investiture, il n'a de cesse de licencier des fonctionnaires dans les agences fédérales œuvrant à la protection de la santé et de l'environnement, de réduire les financements de la recherche publique et de censurer les thématiques qu'il n'aime pas. Les scientifiques se voient même interdits d'employer certains mots comme

«changement climatique», «genre» ou encore «diversité».

En réponse à cette offensive inédite, des chercheurs américains orchestrent, ce vendredi, une journée de mobilisation baptisée «Stand Up for Science». Lancé mi-février, le mouvement, porté par la jeune génération, première concernée par les gels de postes et de subventions, se décline en plusieurs dizaines d'événements dans la quasi-totalité des Etats américains. L'enjeu est de faire bloc.

CENSURE INÉDITE

«C'est un moment orwellien, dans lequel deux et deux font cinq si Trump le décide, où les informations sont masquées, les données effacées, et les vérités scientifiques disparaissent», analysait sur France Inter mercredi l'astrophysicien Olivier Berné, initiateur d'une déclinaison française du mouvement. Inédit ? «Dans les années 50, certains thèmes de recherche comme la pauvreté suscitaient déjà de la méfiance, considérés comme trop "socialistes", relève l'historien Romain Huret, spécialiste des Etats-Unis. Mais avec l'interdiction d'utiliser certains mots, on est dans une forme de censure inédite.»

L'embryon de résistance actuelle espère freiner le déclin du leadership



Une manifestation devant la Noaa de Boulder (Colorado), lundi.
PHOTO HELEN H. RICHARDSON. AP

scientifique américain. Quand le gouvernement supprime le programme de surveillance des émissions de gaz à effet de serre de la Nasa, il pénalise l'ensemble du monde scientifique : «Toute interruption ruine l'utilité de ces séries temporelles et spatiales», se désole l'académie des sciences française. Professeur à l'école de médecine de l'Université de New York, le bio-informaticien Itai Yanai prend l'exemple de l'intelligence artificielle : «Si les Etats-Unis sont en tête dans ce domaine, c'est parce que nous avons investi dans des chercheurs qui ont travaillé par pure curiosité.» Il défendra cette idée ce vendredi au Lincoln Memorial de Washington, où il prendra la parole.

Malgré ses menaces d'enfermer les scientifiques en cas de rébellion, Donald Trump n'a pas totalement les mains libres : il voit déjà bon nombre de ses décrets remis en cause devant les tribunaux américains. L'annulation de l'aide internationale USaid, les licenciements et les coupes budgétaires dans différents organismes de recherches et agences fédérales font ainsi l'objet de très nombreux recours en justice. La communauté académique française a été l'une des premières à emboîter le pas des Américains. «Dès l'élection de Trump, on s'est dit qu'il

allait falloir refaire quelque chose», explique l'astrophysicien Olivier Berné. Il a créé Stand Up for Science France avec deux comparses, le biologiste Patrick Lemaire, et l'historienne Emmanuelle Perez-Tisserant. «Au retour de Trump, l'establishment académique américain n'a pas réagi immédiatement, observe Patrick Lemaire. Certaines sociétés savantes ont par exemple initialement accepté de retirer certains mots "interdits" de leurs sites web.» En France, le CNRS, les présidents d'université et l'Académie des sciences soutiennent le mouvement. En plus d'une grande manifestation à Paris ce vendredi, une quarantaine de rassemblements sont annoncés dans le pays.

«GUERRE CULTURELLE»

Cette importation hexagonale vise à soutenir les chercheurs américains et aussi à prévenir une possible dérive similaire en France. «On en voit déjà des signes, assure Emmanuelle Perez-Tisserant. L'austérité budgétaire, la mise en compétition des laboratoires et des chercheurs pour l'obtention de crédits, les chasses aux sorcières lancées sur le prétendu islamo-gauchisme à l'université.» Si comparaison n'est pas raison, des mécanismes semblables avaient pu être observés aux

Etats-Unis, entre polémiques autour du «wokisme» sur les campus ou essor de la recherche privée au détriment du secteur public. «Cela fait soixante ans qu'il y a une guerre culturelle dans les campus, rembobine Romain Huret. Le courant progressiste l'a largement emporté dans les années 1960, et depuis, les conservateurs tapent sur les universités. Mais personne ne l'avait fait comme J.D. Vance : son arrivée à la vice-présidence a des allures de revanche.» En parallèle de la mobilisation, certaines institutions se mobilisent, en ordre encore dispersé, pour accueillir des chercheurs américains. L'université d'Aix-Marseille va débloquer dix à quinze millions d'euros pour accueillir une quinzaine de chercheurs pendant trois ans. «Il faut faciliter tous les dispositifs d'accueil dans les réseaux français et européens, plaide Romain Huret, également président de l'EHESS. Si l'Europe et la France investissent massivement, elles peuvent créer un mouvement semblable à ce qui s'est passé aux Etats-Unis dans les années 1930, l'époque où Einstein est venu à Princeton. C'est ainsi qu'ils sont devenus la plus grande puissance scientifique du monde.» Make Science Great Again ? Un nouveau défi pour l'Europe, qui n'en manque pas en ce moment. ◆

«L'Amérique s'émancipe des données scientifiques»

Le président de l'Académie des sciences, Alain Fischer, détaille les menaces que fait peser l'offensive du chef d'Etat américain sur la recherche médicale, dans son pays comme dans le monde.

Ce vendredi, des rassemblements sont prévus dans le monde et plusieurs villes de France, en soutien au mouvement américain Stand up for Science. Le pédiatre et professeur en immunologie Alain Fischer, président de l'Académie des sciences, revient sur les conséquences des purges au sein des instances scientifiques, des financements de jeunes chercheurs aux risques épidémiques.

L'agence fédérale américaine en charge de la recherche médicale, les National Institutes of Health (NIH), devrait subir des coupes sévères, comme les universités. Comment réagissent vos collègues outre-Atlantique?

C'est un mélange de sidération, de peur et de révolte. Les jeunes sont en première ligne : les étudiants en thèse, ceux qui voudraient en commencer une et les postdoctorants. La situation est plus difficile pour eux parce qu'il ya une réduction – indirecte pour l'instant – des financements. Aux Etats-Unis, les universités financent entre 50 et 80 % du contrat attribué au chercheur. Dans un contexte où elles sont déjà fragilisées, de telles coupes signifient la suspension des thèses ou des projets de création d'équipes de recherche.

Mais les financements indirects permettent aussi aux animaleries des universités de fonctionner. Si le gel est confirmé, il y aura une réduction considérable des activités de recherches reposant sur l'expérimentation animale. Ce qui serait une catastrophe pour la recherche biomédicale. De leur côté, les NIH, de très loin l'agence qui finance le plus de recherches dans le domaine biomédical au monde, avec un budget de 47 milliards de dollars (contre 700 millions pour l'Inserm), devraient être amputés de 4 à 5 milliards de dollars. Une action en justice a suspendu la mesure, mais 1100 personnes, soit

6 % des fonctionnaires, pourraient être licenciés. Une jeune postdoctorante indienne en biologie cellulaire, particulièrement douée, a ainsi été mise dehors du jour au lendemain.

Ce coup porté aux jeunes vous inquiète-t-il?

Evidemment, mais le plus grave, c'est le coup porté à une valeur essentielle, qu'on espérait partagée dans nos sociétés, la raison. Nous nous construisons sur des raisonnements rationnels pour structurer, in fine, des décisions politiques. Les Etats-Unis s'en écartent et tombent dans un système de valeurs dans lequel les fake news peuvent prendre autant d'importance, voire plus, que les faits scientifiques. C'est ainsi un gouvernement, un Etat, une société, qui s'émancipe des données scientifiques quand ça l'arrange.

Certains mots – «femme», «minorités» ou «LGBT» – sont désormais prohibés dans les projets scientifiques...

En médecine, il y a d'énormes différences entre les femmes et les hommes. Les femmes sont, par exemple, plus à risque face aux maladies auto-immunes. Aujourd'hui, si on demandait aux NIH de financer une recherche sur le lupus chez les femmes, une maladie auto-immune qui les touche plus que les hommes, ça ne passerait pas. Les projets de recherche sont en train d'être nettoyés car Trump souhaite la fin des politiques de diversité, équité et inclusion.

Près de 1300 personnes ont été licenciées des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC). Cela met-il en péril le système de surveillance des épidémies?

Toutes les décisions ne sont pas encore prises ni effectives mais Robert F. Kennedy, le ministre de la Santé, supervise les NIH, l'agence chargée du contrôle des aliments et des médicaments, les CDC, Medicare et Medicaid, qui sont les programmes équivalents à notre Sécurité sociale. Cet anti-vax notoire connu pour ses idées pour le moins farfelues sur la recherche avait déclaré, avant l'élection, qu'on accordait trop d'importance aux maladies infectieuses et envisageait ainsi de supprimer, au sein des NIH, la division maladies infectieuses et immunologie. La vague de licencie-



INTERVIEW

DR

Suite page 4

Suite de la page 3 ments massive dans les CDC, qui jouent un rôle très important dans la surveillance des maladies, pourrait affecter la gestion de l'actuelle flambée épidémique de grippe aviaire aux Etats-Unis, notamment dans les élevages. Il faut donc surveiller ce virus, qui pourrait devenir une maladie à transmission interhumaine et causer une pandémie dangereuse. En virant les techniciens qui réalisent les prélevements, les experts qui font les analyses, on affaiblit le système de surveillance.

Quelles conséquences sanitaires auront le gel des financements internationaux via l'agence USAid ou le retrait américain de l'OMS ?

USAid, c'est environ 43 milliards de dollars qui vont à des programmes d'aide humanitaire dans des pays pauvres, surtout dans la santé. En Somalie, cela représente par exemple près de 80 % de l'aide internationale. La suspension du Plan présidentiel d'urgence pour la lutte contre le sida, Pepfar, qui finance à hauteur de 6 milliards de dollars des programmes de détection de l'infection et de traitement par antirétroviraux, est également un coup dur. Si ces programmes d'aides s'arrêtent [la Cour suprême a, mercredi, sommé l'administration de reprendre le versement des aides internationales, ndlr], ce sont 500000 morts du sida en plus dans la décennie en Afrique du Sud, l'un des pays les plus touchés, et autant de nouveaux cas de VIH. Même si d'autres Etats continuent à aider, le retrait américain de ces programmes aurait de graves conséquences sanitaires.

Que peuvent faire l'Europe et la France pour aider les scientifiques américains ?

Il faut d'abord exprimer notre solidarité, via le mouvement Stand up for Science, et essayer de limiter les dégâts autant que possible. L'Europe pourrait accueillir des chercheurs américains dans ses laboratoires. Ça a déjà été fait à une petite échelle, notamment pour les Ukrainiens en exil, par le biais du pro-

gramme «Pause» du Collège de France. Il faudrait que les pays européens se mettent d'accord et que la défense de la science se fasse aussi à l'échelle du continent.

La situation aux Etats-Unis pourrait-elle faire tache d'huile sur le reste du monde ?

On parle beaucoup des Etats-Unis mais depuis un ou deux ans, en Argentine, Javier Milei détruit toute l'activité universitaire de recherche

(lire page 6). En Europe, où les admirateurs de Trump sont nombreux, on peut avoir demain des gouvernements qui mènent des politiques semblables. Aux Pays-Bas, la coalition actuelle de droite et d'extrême droite a, à cet égard, passé un accord pour couper les crédits sur le réchauffement climatique; elle a demandé que les cours à l'université soient faits en néerlandais et plus en anglais. La me-

nace est à notre porte : les visions délétères comme la remise en cause des faits scientifiques, les propos relativistes, les doutes sur le climat ou sur la vaccination, qui prospèrent dans le pays de Trump, sont aussi présentes chez nous, dans la bouche de certaines leaders d'extrême droite, mais aussi de droite et d'extrême gauche.

Recueilli par
MARGAUX GABLE



Lors d'une manifestation devant la NOAA, à Silver Spring (Maryland) lundi.
CHIP SOMODEVILLA. AFP

La NOAA, une vigie météo sous la tempête

Depuis fin février, l'agence d'observation océanique et atmosphérique a vu 10 % de ses 12 000 employés licenciés. Une purge climatosceptique alors que les événements extrêmes se multiplient.

La foudre de Donald Trump s'est abattue sur l'un des temples américains, et mondiaux, de la connaissance, l'agence américaine d'observation océanique et atmosphérique, la NOAA. «Des centaines de scientifiques et d'experts de la NOAA viennent de recevoir la nouvelle que tout travailleur fédéral redoute», a alerté, le 27 février, le démocrate Jared Huffman, élu de Californie à la Chambre des représentants. Ce jour-là, des employés ont appris par mail qu'ils devaient faire leurs cartons le soir même.

Cette vague de licenciements de chercheurs de haut niveau, chargés des prévisions météorologiques, de la modélisation du climat et de la surveillance des océans, s'inscrit dans le cadre de la cure d'amaigrissement du nombre de fonctionnaires voulu par le nouveau locataire de la Maison Blanche. Début février, les équipes des *cost killers* du Département de l'efficacité gouvernementale, le «Doge», dirigé par le milliardaire Elon Musk, avaient déjà pénétré de force dans les locaux de la NOAA, en quête d'un accès aux systèmes informatiques. Sous le

premier mandat de Trump, l'agence fondée en 1970 par le président républicain Richard Nixon avait dû résister à de multiples pressions. Mais cette fois-ci, Donald Trump est revenu avec «un marteau-pilon pour détruire les programmes et essayer de se débarrasser des gens», comme l'a confié au site spécialisé Inside Climate News Craig McLean, ancien directeur scientifique par intérim de l'agence.

Violence. Sous prétexte de coupes budgétaires, la NOAA est surtout une victime idéologique. La structure se trouvait dans le viseur du «Project 2025» de la fondation Heritage, un cercle de réflexion ultraconservateur influent outre-Atlantique. Ce plan de gouvernance de 900 pages, suivi par la nouvelle administration climatosceptique, la décrivait comme l'un des principaux moteurs de l'*«industrie de l'alarmisme climatique»* et appelait à son démantèlement. La NOAA sort de cette purge éclair fortement affaiblie. Le 28 février, un de ses anciens administrateurs, Rick Spinrad, révélait que près de 650 employés avaient été remerciés : «Tous les bureaux ont été touchés par ces licenciements aveugles, malavisés et mal informés.» Les agents concernés étaient en période d'essai. Parmi eux, Sarah Cooley, directrice du programme sur l'acidification des océans, ou Zachary Labe, spécialiste de l'atmosphère. «Les personnes à côté desquelles j'étais assis et qui ont été touchées travaillent à l'élaboration de certains des modèles les plus haute résolution au

monde pour mieux comprendre des phénomènes comme les conditions météorologiques extrêmes», a détaillé l'ancien administrateur. Selon le *New York Times*, 500 démissions se sont ajoutées à ces départs en fin de semaine dernière. Au total, l'agence aurait perdu environ 10 % de ses 12 000 employés. «C'est un tournant, ne serait-ce qu'en raison de l'incredulité exercée contre nos collègues qui considéraient leur travail comme un engagement pour le bien du peuple américain et de la planète», se désole l'éologue Wolfgang Cramer, directeur de recherche au CNRS à Aix-en-Provence qui a participé à des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Et d'ajouter : «Même si d'autres pays que les Etats-Unis redoublent d'efforts dans la recherche, l'amputation des ressources intellectuelles de la recherche américaine nous fera prendre un retard considérable.»

Frein brutal. Le démantèlement partiel de la NOAA pourrait se retourner contre la population américaine et son économie. Le National Weather Service (NWS), chargé d'alerter sur les ouragans, les tornades, les tsunamis ou les vagues de chaleur à venir, a été amputé de 170 personnes, selon le *Washington Post*, alors que les événements extrêmes se multiplient et qu'environ la moitié des bureaux de prévision locaux manquaient déjà de personnel. Cela fait redouter des bulletins moins fiables ainsi qu'une

impossibilité de maintenir une surveillance 24 heures sur 24. De nombreux techniciens ont également été congédiés, ce qui compliquera le bon fonctionnement des systèmes radar. Sollicité par l'AFP, un des porte-parole de la NOAA, Theo Stein, a tenté de rassurer : «Nous continuons à fournir des informations météorologiques, des prévisions et des alertes conformément à notre mission de sécurité publique.»

«La mission factice de Musk met un frein brutal à des programmes vitaux. Les gens à travers le pays dépendent de la NOAA pour des prévisions gratuites et précises, des alertes météorologiques graves et des informations d'urgence», s'inquiète au contraire l'élu californien Jared Huffman. Et l'onde de choc menace toute la planète puisque l'institution était jusqu'ici la référence pour la production et l'analyse de données climatiques, utilisées par de nombreux chercheurs étrangers. Cependant, tout n'est peut-être pas perdu. William Alsup, juge d'un tribunal de district américain, a estimé que les ordres ayant déclenché des licenciements massifs de fonctionnaires étaient probablement illégaux et a formé un recours, a rapporté le *Washington Post*. De son côté, Craig McLean, le directeur scientifique par intérim de la NOAA sous la première administration Trump, a rappelé que les mandats de l'agence pour l'étude du climat provenaient du Congrès et ne pouvaient pas être simplement supprimés sans son aval.

MARGAUX LACROUX



Université
de la terre

NATURE

FUTUR

Deux jours pour comprendre et agir

14 & 15 MARS 2025

À L'UNESCO • PARIS

www.universitedelaterre.com

#UT25



Création graphique : Natacha Bi'gan

En partenariat avec



L'ADN

arte

LA CROIX

Groupe
Les Echos
Le Parisien

20
50
NOW

Libération

FONDATION
SAINT EXUPÉRY

M media
tra va ressortir

PUBLICIS
FRANCE

radiofrance

TheGood

TFO

Ushuaïa TV

vert

WE DEMAIN



Javier Milei et Donald Trump lors d'une conférence conservatrice dans le Maryland, le 22 février. PHOTO ARGENTINIAN PRESIDENCY. AFP

Contre le verrouillage des sciences entrepris par Trump et Milei, mobilisons-nous !

Chasse aux sorcières, suspension du financement public de projets au nom de la lutte anti-«wokes», coups de rabots dans les budgets... les présidents américain et argentin se livrent à une attaque sans précédent contre la recherche scientifique, dénoncent plusieurs associations d'universitaires, qui appellent à se mobiliser ce vendredi aux côtés du mouvement Stand up for Science.

Par
UN COLLECTIF D'ASSOCIATIONS
AFS (American Field Service), AFSP (Association française de science politique), Ases (Association des sociologues enseignants du supérieur) et Oala (Observatoire des atteintes à la liberté académique)

Ce vendredi, le mouvement Stand up for Science organise une journée de mobilisation en France afin de défendre les libertés académiques, gravement mises à mal par différentes attaques de part et d'autre de l'Atlantique. Donald Trump et Javier Milei se présentent comme les chantres de la liberté d'expression. Pourtant, les deux hommes, qui président respectivement l'exécutif aux Etats-Unis et en Argentine, en ont une conception bien singulière. La liberté d'expression semble en effet devoir s'arrêter aux seules personnes qui partagent leur vision du monde, mélange tout à la fois de rejet de l'Etat social et des services publics, de défense du patriarcat, de chauvinisme et de négationnisme climatique.

NÉO-MACCARTHYSME

Au nom de la lutte contre le signifiant flottant du «wokisme», Donald Trump et Javier Milei cherchent non seulement à museler les groupes ou personnes qui ne pensent pas comme eux, opposant·es ou activistes progressistes, mais aussi à mettre au pas le monde académique : étudiant·es, enseignant·es, chercheur·ses et autre personnel de l'Enseignement supérieur et de la recherche. En témoignent un certain

nombre de projets et d'actions déjà entreprises par les gouvernements états-unien et argentin. La plus visible et spectaculaire est sans doute le mémorandum rédigé par les équipes de Donald Trump enjoignant aux cadres de la National Science Foundation de refuser de financer systématiquement tout projet contenant une liste de plus de 120 mots-clés, parmi lesquels «minorités», «égalité», «climat» «diversité», «LGBT», «ethnicité», «socio-économique», «systémique», «biais», «victimes» et même... «femmes»! Et pour éviter des stratégies de contournement comparables à celles du jeu Taboo, l'administration compte aussi mobiliser une intelligence artificielle afin de débusquer tous les contenus «subversifs». Ce néo-maccarthysme s'incarne également dans les stratégies de nomination à la tête des institutions et des établissements de recherche, comme l'illustre la situation en Floride, où le gouverneur républicain, Ron DeSantis, a multiplié les nominations d'administrateurs dans le but de limiter les programmes de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI). Parmi les personnes nommées, on retrouve notamment Scott Yenor, élu président du conseil d'administration de l'université de Floride occidentale à Pensa-

cola, qui a pu décrire les universités américaines comme des «camps d'endoctrinement», et a qualifié les programmes DEI de «grave danger pour l'unité nationale».

En outre, la chasse aux sorcières est lancée contre tout·es celles et ceux qui critiquent le gouvernement et notamment son soutien à l'Etat d'Israël. Ce qui se traduit notamment par le renvoi de professeur·es et d'étudiant·es, et même l'expulsion de celles et ceux qui n'ont pas la nationalité états-unienne.

Enfin, l'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas épargnés par les coupes drastiques et ciblées dans les dépenses publiques. Placé à la tête d'un nouveau «Département de l'efficacité gouvernementale», le milliardaire Elon Musk a non seulement «invité» l'ensemble des fonctionnaires en désaccord avec la politique de Trump à démissionner, avec en contrepartie le maintien de leur salaire jusqu'en septembre prochain, mais il leur a donné plus récemment quarante-huit heures pour justifier de leur activité, menaçant d'interrompre leur contrat en cas de non-réponse. Le chaos engendré est ainsi «indescriptible», pour reprendre les termes du journal *le Monde*. La revue *Science* évoque

pour sa part une «décimation» en cours dans les agences scientifiques fédérales.

En Argentine, les coups de rabot sont tout aussi brutaux et déjà largement ressentis dans l'enseignement supérieur et la recherche. Le gouvernement Milei, via son ministre de la Dérégulation, prépare un décret qui «viserait à réduire le budget de l'organisation, à limiter le nombre de nouvelles recrues dans la carrière de chercheur ou chercheuse et à modifier son système de financement». Cela pourrait compromettre gravement le développement de projets de recherche dans de multiples disciplines, et affecter à la fois les chercheur·ses établi·es et les jeunes scientifiques qui sont formés et qui prévoient de poursuivre leur carrière en Argentine.

DES MENACES EN EUROPE

L'Observatoire des atteintes à la liberté académique (Oala) tient à alerter sur ces atteintes extrêmement graves faites à la recherche et à l'enseignement supérieur : au-delà des scientifiques, c'est la démocratie qui est attaquée. Comme le montre le Liberal Democracy Index, les pays où la liberté académique régresse sont aussi ceux où les droits humains, le pluralisme, la paix mais aussi les institutions démocratiques sont menacés. Si elles ne sont pas aussi spectaculaires que dans les Amériques, de semblables menaces pèsent également en Europe. Le cas de la France est à ce titre exemplaire : l'Enseignement supérieur et la Recherche vient de voir son budget amputé de près de 1,2 milliard d'euros ; la direction du CNRS entend, à travers l'annonce récente de la désignation de «Key Labs», soit une poignée de laboratoires «clés» sur lesquels seraient concentrées les ressources matérielles et humaines, priver la plupart des laboratoires de sa tutelle ; le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, agence chargée de contrôler la «qualité» des laboratoires comme des formations, au cours de différentes «vagues» qui se font par roulement, a, lors de la dernière d'entre elles (la vague «E») émis de manière inédite une pluie d'avis défavorables ou réservés sur un très grand nombre de formations (licences et masters) dans des universités qui correspondent globalement aux territoires appauvris de la République (Mayotte, Réunion mais aussi Nanterre, Créteil, Amiens, Vincennes Saint-Denis, etc.), provoquant stupeur et fortes inquiétudes parmi les collègues concernés.

L'Oala affirme son soutien aux universitaires basés·es aux Etats-Unis et en Argentine et appelle les instances de l'enseignement supérieur et de la recherche française à se mobiliser ce vendredi, aux côtés de la communauté scientifique, pour rejoindre le mouvement Stand up for Science initié aux Etats-Unis. ◀



Dites-le à ceux que vous aimez, ça peut leur sauver la vie.
Le dépistage du cancer colorectal, ce n'est pas plus compliqué
que ça. En plus, ça prend une minute, ça se fait à la maison et
c'est dès 50 ans.

Plus d'infos
sur Mars Bleu



Par
JEAN QUATREMER
Correspondant européen

Pour la Russie, l'ennemi c'est désormais l'Europe et non plus les Etats-Unis qui, par un spectaculaire renversement d'alliances, ont rompu le lien transatlantique et abandonné l'Ukraine à son sort pour en finir avec une guerre jugée secondaire. Les déclarations menaçantes de Moscou se multiplient donc, alors que l'Union a sonné, jeudi, au cours d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, la mobilisation générale afin de se doter rapidement d'une défense crédible tout en augmentant son aide à Kyiv pour pallier la défection américaine. «L'Europe est confrontée à un danger clair et immédiat et doit être en mesure de se protéger, de se défendre, tout comme nous devons donner à l'Ukraine les moyens de se protéger et d'œuvrer en faveur d'une paix juste et durable», a ainsi déclaré Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne. Les Russes parient sur le fait que leurs coups de menton aideront à faire basculer de leur côté des opinions publiques européennes qui n'ont connu que la paix et sont peu enclines à faire les sacrifices nécessaires pour se réarmer.

«MENACE CONTRE LA RUSSIE»
Au lendemain de l'allocution télévisée d'Emmanuel Macron au cours de laquelle le chef de l'Etat a qualifié la Russie de «menace pour la France et pour l'Europe» et évoqué l'extension du bouclier nucléaire français à l'ensemble de l'Union, le ton est monté d'un cran. Au cours d'une conférence de presse, jeudi, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a estimé qu'il s'agissait d'une «menace contre la Russie. S'il [...] dit qu'il est nécessaire d'utiliser l'arme nucléaire, de se préparer à utiliser l'arme nucléaire contre la Russie, bien sûr, c'est une menace». Vladimir Poutine a de son côté dénoncé ces «gens qui veulent retourner au temps de Napoléon, en oubliant comment ça s'est terminé [une retraite piteuse et l'occupation de la France par les troupes du tsar Alexandre 1^{er}, ndlr]»...

La Russie, encouragée par un Donald Trump, qui, avant toutes négociations, lui a concédé la cession des 18 % de territoire qu'elle occupe déjà, le départ du pouvoir du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et l'absence de garantie de sécurité américaine, pousse son avantage. Ainsi, jeudi, elle a rejeté les projets européens visant à contrecarrer le «plan de paix» concocté par l'administration Trump. Elle a refusé par avance trois points que veut mettre sur la table de négociation l'Union : d'abord, elle exige toujours la cession de la totalité des quatre oblasts ukrainiens qu'elle a annexée (Donetsk, Kherson, Louhansk et Zaporijia). Ensuite, Lavrov a martelé qu'il ne voyait «aucun compromis possible» sur le déploiement de troupes européennes pour garantir un accord de paix, «cette discussion (étant) menée avec un objectif ouvertement hostile» à la Russie. Enfin, par la voix de la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Moscou juge «inacceptable» tout cessez-le-feu temporaire, car il permettrait une «réorganisation» de l'armée de Kyiv. En clair, le Kremlin n'a absolument pas



Les Vingt-Sept prêts à dégainer

Réunis jeudi à Bruxelles, les membres de l'UE se sont engagés à se réarmer et à soutenir l'Ukraine, délaissée par Washington. Les dirigeants ont donné leur feu vert au plan de 800 milliards d'euros de la Commission européenne pour leurs budgets militaires.

Antonio Costa,
Volodymyr Zelensky et
Ursula von der Leyen à
Bruxelles jeudi. PHOTO
OMAR HAVANA/AP



renoncé à satelliser purement et simplement l'Ukraine, comme le pensent les Européens.

Ces menaces russes ont laissé de marbre les Vingt-Sept : à Bruxelles, ils ont chaleureusement accueilli, à l'ouverture de leur sommet, le président ukrainien qui, il y a une semaine à peine, est tombé dans une embuscade tendue par le Président et le vice-président américains dans le Bureau ovale. «Nous sommes très reconnaissants de ne pas être seuls. Et ce ne sont pas seulement des mots. Nous le ressentons», a lancé, ému, aux chefs d'Etat et de gouvernement Volodymyr Zelensky. Si les Vingt-Sept – le vote de la Hongrie n'était pas encore connu à l'heure où nous écrivons ces lignes – devaient affirmer leur volonté d'accroître leur aide financière et militaire, aucune annonce chiffrée supplémentaire n'est prévue. En effet, ils ont déjà décidé, en février 2024, d'une aide financière («Facilité Ukraine») dotée de 50 milliards d'euros pour la période 2024-2027 (deux tiers de prêts, un tiers de dons), dont 20 ont déjà été versés. Il faut aussi tenir compte de l'aide militaire directe accordée par l'Union et les Etats membres, soit près de 50 milliards d'euros. A cela s'ajoute la part européenne du prêt décidé dans le cadre du G7 et générée par les revenus des actifs russes gelés, soit 18 milliards d'euros. En tout l'Union a déjà versé à Kyiv 134 milliards d'euros depuis fé-

vrier 2022, soit plus que les Etats-Unis (114 milliards d'euros) dont 49 milliards d'aides militaires auxquels s'ajoutent 43 milliards d'aides bilatérales. Des chiffres impressionnantes, mais les pays européens devront faire beaucoup plus pour compenser l'arrêt de l'aide militaire américaine : les euros ne remplacent pas les canons.

Or, leur industrie de défense est non seulement loin de tourner à plein régime, mais elle continue à vendre à l'étranger faute de commandes fermes et surtout elle reste trop fragmentée. Les Vingt-Sept se sont donc engagés à adopter rapidement la proposition de la Commission visant à créer un marché intérieur de l'armement sur le modèle américain (Edip, European Defense Industry Program). Mais la montée en puissance va prendre du temps, d'où le risque que l'aide militaire bénéficie d'abord, comme aujourd'hui, à l'industrie américaine. Pour accompagner budgétirement la naissance de cette défense européenne, le Conseil européen a acté le plan de la Commission propre à mobiliser, selon elle, 800 milliards d'euros pour les budgets militaires (ils se montent actuellement à 326 milliards par an) : essentiellement, il prévoit de sortir les dépenses militaires du Pacte de stabilité, ce qui pourrait générer 650 milliards d'euros supplémentaires, et autorise l'exécutif européen à lever 150 milliards sur les marchés pour les reprêter aux Etats. Un premier pas, le suivant étant la mutualisation des dépenses militaires via un grand emprunt sur le modèle du plan de relance post-Covid qui permettra de subventionner les industries de défense.

OFFRES DE SERVICES CHINOISES

Les nouvelles sonnantes et trébuchantes sont venues, jeudi, de pays tiers : la Norvège a ainsi annoncé qu'elle allait augmenter de 4,2 milliards d'euros son aide à l'Ukraine en 2025 pour atteindre 7,2 milliards. D'autre part, le Royaume-Uni va livrer pour 36 millions d'euros de drones d'attaques alors qu'il en a déjà fourni «plus de 10 000» selon le ministère de la défense britannique. L'activisme de ces deux pays montre qu'ils seront partie prenante de l'Europe de la défense, sans doute comme la Turquie, qui a déjà livré des milliers de drones à l'Ukraine et a proposé de déployer si nécessaire des forces en Ukraine pour garantir un accord de paix... Last but not least, la Chine, inquiète de la guerre commerciale que lui livre Washington et du rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie, fait des offres de services à l'Europe : «Je pense que les amis européens [...] doivent comparer les politiques de l'administration Trump avec celles du gouvernement chinois. Ce faisant, ils verront que l'approche diplomatique de la Chine met l'accent sur la paix, l'amitié, la bonne volonté et la coopération gagnant-gagnant», a déclaré Lu Shaye, envoyé spécial pour les Affaires européennes. La brutalité du président américain a bel et bien rebattu les cartes du monde, mais en isolant toujours plus les Etats-Unis, qui pourraient bien commencer à réaliser qu'ils sont allés trop loin puisque Washington a annoncé une nouvelle rencontre avec Kyiv en Arabie Saoudite mardi. Pour définir «un cadre pour un accord de paix et un cessez-le-feu initial». ▶

Renseignement : sans Washington, Kyiv dans le dur

La suspension par les Etats-Unis du transfert de données tactiques risque notamment d'empêcher l'Ukraine d'effectuer des frappes en profondeur.

Plus d'armes pour l'Ukraine, ni de munitions, et pas de partage d'informations stratégiques non plus. Les Etats-Unis ont fait savoir mercredi que la suspension de leur soutien militaire à Kyiv annoncée en début de semaine s'étendait aussi au domaine du renseignement. Pour le régime de Volodymyr Zelensky, dont l'effort de guerre dépend étroitement des informations américaines, les conséquences pourraient être rapides et brutales.

Comment les Etats-Unis et l'Ukraine coopéraient-ils sur le renseignement ?

«C'est une coopération très importante qui a commencé après la prise de la Crimée en 2014 et qui a pris une dimension totalement différente avec l'invasion de l'Ukraine en 2022. C'est notamment elle qui a permis à l'Ukraine de ne pas s'effondrer en trois jours au début de la guerre, puis de reprendre la main et de se montrer offensive», explique Jonathan Guiffard, chercheur associé à l'Institut français de géopolitique et spécialiste des questions de renseignement. Concrètement, le renseignement américain comprend le partage d'images satellites, la mise à disposition de systèmes d'interceptions des communications et des données cyber et des opérations de formation. Il permet notamment la fourniture de données générales sur la stratégie militaire russe et de coordonnées de ciblages grâce auxquelles Kyiv peut lancer des armes et des drones à longue portée. Mercredi, l'administration américaine n'a pas précisé à quelle date le partage du renseignement américain avait été suspendu ni quel était le périmètre exact de cette décision. Mais un officier ukrainien a déclaré au *Washington Post*, sous couvert d'anonymat, qu'au moins une entité responsable du lancement de roquettes à longue portée n'avait plus reçu de coordonnées pour frapper loin derrière la ligne de contact depuis environ un mois.

Quelles peuvent être les conséquences de la décision américaine ?

En matière d'armes et de munitions, les effets directs pourraient se manifester seulement dans quelques semaines, le temps que les troupes ukrainiennes écoulent leurs stocks. Sur le renseignement, les conséquences devraient être beaucoup plus rapides. «Cela peut se compter en jours», avertit Olivier Kempf, directeur du cabinet stratégique La Vigie et chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique.

A partir du moment où le champ de bataille devient opaque, faute d'informations satellites, les Ukrainiens ne pourront plus faire de plan de frappe dans la profondeur, notamment sur les usines et autres sites stratégiques. Ils ne pourront pas non plus déceler toutes les actions qui viennent de la profondeur, comme des raids d'aviation. C'est très handicapant. Kyiv pourrait aussi redouter que Moscou profite de la fragilisation du renseignement adverse pour approcher ses armes de la ligne de front et effectuer de nouvelles percées.

Les Européens peuvent-ils prendre la relève ?

Invité jeudi de la matinale de France Inter, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a assuré que la France «faisait bénéficié» les Ukrainiens de son soutien dans le domaine du renseignement. «Notre renseignement est souverain [...] avec des capacités qui nous sont propres», a-t-il souligné. C'est le cas aussi d'autres pays européens, comme le Royaume-Uni, dont la marge de manœuvre est cependant plus limitée du fait de la coopération entre les services de renseignement de Londres et de Washington au sein de l'alliance Five Eyes.

Les Français disposent d'excellentes capacités d'imagerie satellite ou de pénétration cyber d'entités russes. Mais les Américains sont capables de produire et de transmettre un volume beaucoup plus important de renseignement. Les Européens ne pourront pas en faire autant, affirme Jonathan Guiffard. «Cela montre à quel point les Européens ont délégué depuis des décennies un certain nombre de fonctions transversales aux Etats-Unis, poursuit Olivier Kempf. Désormais, ils essayent de rattraper leur retard. Mais c'est un chantier sur dix ans.»

SAMUEL RAVIER-REGNAT

carnet

ANNIVERSAIRES



7 mars 2005

Je te devine à travers la fenêtre de la clinique de Nantes, je suis en bas sur les voies de tram, sac au dos et larmes aux yeux, tu es dans les bras de mon grand frère, devenu ton papa quelques heures avant. Premiers cris, premiers regards échangés, j'ose à peine te porter tellement tu es petite. 20 ans plus tard tu me dépasses depuis un bail et tu es devenue cette belle personne que tout le monde chérie. Tes valeurs, ta gentillesse, ton «marmotte side», ton empathie, ton goût pour les cookies industriels, ta sensibilité au(x) monde(s) et aux autres, tes jolis yeux, ton sens de la justice, ton sourire ... et te voilà dans Libé pour tes 20 ans ! Suuuuurrrppriiiiiise ! Paaaaaaillleeeeeeeettes !

7 mars 2025
Joyeux anniversaire Éléa !

avec tout notre amour !

Jacqueline, Emmanuel, Marie-Odile, Daniel, Emilie (aka tata Pouloute), Jérôme, Oriane et Lenny.

DÉCÈS

Paris (75)

Patrice et Anne, Martin et Fumiko, et leurs enfants Miya et Lihito, Arthur et Hannah, et leur fils Étienne, Anne-Marie, Rodrigue et Oscar, Toute sa famille, Tous ses amis ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean-François HOFFMANN

survenu le vendredi 28 février 2025, à Rueil-Malmaison, à l'âge de 63 ans.

La cérémonie aura lieu à la Maison Funéraire de Ménilmontant 7, bd de Ménilmontant, à Paris 9ème, le lundi 10 mars 2025, à 13H30.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Carmes, 13 rue du Souvenir Français, à Clermont-Ferrand, le mardi 11 mars 2025, à 14H30.

Martine Aubry

A Lille, la maire prend le large

A un an des municipales, l'ancienne patronne du PS a annoncé jeudi quitter la mairie lilloise, qu'elle dirigeait depuis 2001. Elle entend rester sans mandat pour travailler au «renouveau des idées» à gauche.

Par
STÉPHANIE MAURICE
 Correspondante à Lille
 Photo **STÉPHANE DUBROMEL. HANS LUCAS**

Martine Aubry quitte la mairie de Lille, mais pas la politique. Et d'ailleurs, en ce jeudi matin de démission, après vingt-quatre ans à la tête de la capitale des Flandres, ceux qui l'imaginaient déjà à la retraite, entre petits-enfants, voyages et expositions, ont été déçus. L'ancienne première secrétaire du PS, 74 ans, a pris de la hauteur d'entrée de jeu, évoquant la question ukrainienne, et se disant pour une défense européenne. La gardienne du temple socialiste a parlé, et c'est une place qu'elle compte occuper, libérée de ses obligations municipales à la mi-mars. «Je ne veux pas de fonctions politiques, mais participer au renouveau des idées», précise-t-elle, avec une réflexion sur un contenu programmatique, qui redonnerait «une voix au PS».

«PETITE ÉMOTION»

Pourtant ce jeudi, elle n'est pas là pour ça. Mais pour passer la main «à une nouvelle génération, même si le cœur est pincé, évidemment». Martine Aubry confirme enfin les rumeurs: «Je souhaite que mon premier adjoint, Arnaud Deslandes, soit élu maire», dit-elle. «Je suis convaincue que les Lillois auront envie de continuer avec lui en 2026.» Le conseil municipal extraordinaire de passation devrait se tenir le 21 mars.

Martine Aubry ne change pas, reste susceptible aux critiques, ne supporte pas la description d'une maire

dans sa tour d'ivoire, qui décide seule et tarde à préparer sa succession. Elle a, de fait, longtemps hésité entre deux prétendants: Audrey Linkenheld, devenue sénatrice après avoir longtemps été sa première adjointe, et Arnaud Deslandes, son ancien directeur de cabinet, élu sur sa liste en 2020. «Mais quelle chance d'avoir autant de jeunes qui pourraient être maires de Lille», s'exclame Martine Aubry. Elle se tourne vers Audrey Linkenheld, assise derrière elle, et cède aux larmes. Se reprend. «C'est une petite émotion, non pas à cause de mon départ, que j'envisage sereinement, mais c'est simplement l'affection que je porte à ceux qui sont là.» La sénatrice socialiste, fidèle, rend hommage à Aubry: «C'est quelqu'un de très empreint d'humanité, qui s'engage par rapport aux désordres du monde qu'elle ne supporte pas, et entière. Il est difficile d'ignorer ce qu'elle pense», sourit-elle, référence au mauvais caractère légendaire d'Aubry. «Mais c'est pour moi une qualité.» Elle se plie à la décision d'Aubry de lui préférer Deslandes: «Ce qui est important pour moi est d'être utile au collectif.»

Martine Aubry a choisi pour annoncer sa démission un lieu qu'elle affectionne, la gare Saint-Sauveur. Un bouquet de fleurs rose pâle et blanches est planqué derrière le comptoir du bar, prêt à lui être offert. C'était là, en 2011, qu'elle avait annoncé sa volonté de se présenter à la primaire socialiste pour la présidentielle de l'année suivante. A l'entrée des halles, salles de concerts et d'exposition, veille un diablotin géant, souvenir des festivals Lille 3000, lancés dans la foulée de 2004, l'année où la

commune a été capitale européenne de la culture, où elle a trouvé sa place parmi les grandes villes. Son œuvre. Martine Aubry rappelle son arrivée à Lille, d'abord adjointe au maire, Pierre Mauroy, de 1995 à 2001, puis élue maire en 2001. «Lille était considéré comme la capitale triste d'une région en crise, "la belle endormie", disait Pierre Mauroy», se souvient-elle.

PUGNACE

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts, et elle prend un temps long pour son bilan, mitonné aux petits oignons, profilé pour la future échéance des municipales, en mars 2026. Elle insiste sur l'écologie, sujet où elle se revendique précurseuse. «Non, on ne fait pas de greenwashing», insiste-t-elle. Ses opposants verts apprécieront: ils présenteront une liste en 2026, après avoir failli battre Aubry en 2020, à 227 voix près (lire ci-contre). Marine Tondelier, la patronne du parti Les Ecologistes et conseillère régionale des Hauts-de-France, a taclé immédiatement sur Bluesky: «Nous avons des divergences avec Martine Aubry sur les dossiers lillois comme sur la gouvernance de son action de maire.»

A son actif, il y a la transformation de la ville, indéniable: Pierre Mauroy s'était concentré sur la restructuration du centre-ville, Martine Aubry a travaillé à la rénovation des quartiers populaires. Son programme d'inclusion scolaire est un autre point fort de ses mandats: la cantine à 1 euro pour la moitié des élèves sur critères sociaux, les fournitures scolaires gratuites et des activités sportives et musicales à tarifs réduits pour tous. «La vision que j'ai portée depuis le début, son cœur,

c'est le vivre-ensemble, note-t-elle, avec une ville qui tourne le dos à la ghettoïsation.» Mais une ville dense, qui se reconstruit sur elle-même, pour limiter l'étalement urbain. «J'ai toujours autant de mal à comprendre la polémique sur le quartier Saint-Sauveur», note-t-elle, un dossier chaud de la campagne de 2020, avec un collectif qui s'opposait à la construction de 2300 logements et d'une piscine olympique sur l'une des dernières grandes friches disponibles de Lille. «Certains pensent qu'ils se battent comme cela contre

le réchauffement climatique. Ils nous ont fait perdre dix ans», s'agace-t-elle, toujours pugnace.

Du côté des oppositions, tous pointent la désignation d'un maire «intérimaire» en la personne d'Arnaud Deslandes. Violette Spillebout, députée Renaissance, qui rêve d'incarner l'alternance sous le beffroi lillois, brocarde: «Elle choisit seule son remplaçant, quelqu'un qui n'a jamais été élu sur son seul nom.»

Certains rendent néanmoins hommage à la carrière politique d'Aubry, locale, mais aussi et surtout natio-



Municipales: face à l'héritier désigné, les écolos visent haut

Entre la possible dissidence du socialiste Roger Vicot et les ambitions des écolos défaites sur le fil en 2020, Arnaud Deslandes n'aura pas la partie facile en 2026.

Après l'annonce de sa démission jeudi, Martine Aubry a désigné son premier adjoint, Arnaud Deslandes, comme successeur. Figure de son cercle proche et ancien chef de cabinet, il devrait être adoubé maire de Lille sans difficulté par la majorité du conseil municipal, qui suivra le désir de la maire. La réunion est prévue le 21 mars. Mais il lui faudra ensuite gagner le vote militant pour devenir le candidat socialiste aux municipales. Ce n'est pas gagné d'emblée, car le parti à la rose s'offre une petite guerre intestine locale. Roger Vicot, député PS, n'a pas attendu que la fumée blanche sorte du beffroi pour se déclarer candidat en septembre 2023. Ce que Martine Aubry n'avait pas du tout apprécié. Ce matin encore, elle a été glaciale à son propos: «Roger Vicot est un bon député, spécialisé dans les questions de sécurité. A sa place, je resterais à l'Assemblée nationale.»

Maillot vert. L'annonce de jeudi matin ne fait pas trembler l'ancien numéro 2 de la liste d'Aubry aux municipales de 2020: «Cela ne change rien pour moi. Si Martine Aubry décide de mettre fin à son mandat, il est normal qu'il y ait un maire intérimaire. Le vote militant est la seule légitimité qui vaille, et il a lieu le 6 novembre», insiste Roger Vicot. En cas de défaite, il l'affirme, il ne présentera pas de liste dissidente.

Maire intérimaire, l'expression est aussi reprise par les Ecologistes, qui ont de grandes ambitions lilloises. Car le concurrent à gauche porte bien le maillot vert. En 2020, Stéphane Baly, la tête de liste écologiste, avait frôlé l'exploit avec seulement 227 voix de différence en faveur de Martine Aubry au second tour. «Je rappelle que gagner Lille face à Martine Aubry, qui n'a pas trahi la gauche, c'était comme gagner l'Everest à mains nues par la face Nord», souligne l'intéressé.

Pour 2026, Stéphane Baly l'affirme: «J'ai l'ambition d'arriver premier au premier tour, et de rassembler ensuite derrière moi.» Un rôle normalement dévolu au PS, à Lille.

Même si les Verts ne sont pas dans la même séquence politique qu'en 2020, avec des résultats électoraux moins bons au niveau national, ce que reconnaît Stéphane Baly. Mais il note: «Toutes les grandes villes gagnées par des écologistes en 2020 sont des villes où les maires sortants ne se représentaient pas. Je pense à Bordeaux, par exemple.» Bordeaux, où Alain Juppé avait laissé sa place de premier magistrat en amont à son successeur, dans l'espoir finalement déçu d'un passage de relais facilité. L'analogie avec la situation lilloise actuelle est évidente. «Je comprends les ambitions de Stéphane Baly. Si je n'avais pas ramené des voix à Martine [Aubry], ce serait lui le maire de Lille», remarque Roger Vicot. C'est

en effet à Lomme, la commune associée à Lille dont il était alors maire que Martine Aubry a obtenu 657 voix d'avance sur Stéphane Baly. Elles ont été décisives.

«Entre-soi». Les insoumis seront aussi sur la ligne de départ. Aurélien Le Coq, député LFI, aime à dire que Lille est insoumis, fort des gros scores récents: 40,53% pour Mélenchon au premier tour de la

«Je comprends les ambitions de [l'écologiste] Stéphane Baly. Si je n'avais pas ramené des voix à Martine [Aubry], ce serait lui le maire de Lille.»

Roger Vicot député PS

présidentielle, 25,93% aux dernières européennes. D'ailleurs, le communiqué de presse publié jeudi par le groupe LFI lillois, après le retrait de Martine Aubry, tape dur, sur «un entre-soi socialiste à bout de souffle». Il poursuit: «Qu'importe qui assurera l'intérim, les petites stratégies guidées par les petites ambitions personnelles sont vouées à l'échec.» Quant à savoir qui prendra la tête de cette liste LFI, c'est encore trop tôt pour le dire.

Il y a cependant une volonté commune de la gauche lilloise : éviter «une roubaïsiennne», comme le dit Stéphane Baly – offrir à la droite, par un malheureux concours de circonstances et l'éparpillement des voix, un bastion de la gauche. C'est l'espoir de Violette Spillebout, en embuscade. L'ancienne directrice de cabinet de Martine Aubry, devenue députée macroniste, y trouverait un parfum de revanche.

St.M. (à Lille)

SPÉCIAL 8 MARS

Libé



LE LIBÉ DES SOLUTIONS DES FEMMES

COCO

nale. «Une personnalité importante [...] qui représente les grandes heures aujourd'hui révolues du Parti socialiste», reconnaît le communiqué de La France insoumise. Jeudi, Martine Aubry a rappelé sa fierté d'avoir créé la CMU et l'aide médicale d'Etat. Sur la réduction du temps de travail à 35 heures, un autre de ses legs, elle constate, mordante: «Tous les gouvernements de droite ont dit qu'ils allaient revenir sur les 35 heures, et ils ne l'ont pas fait. C'est peut-être le meilleur compliment qu'on puisse me faire.»

Martine Aubry, jeudi à Lille.

Caroline Darian, faire famille après Mazan

Dans un contexte familial bouleversé depuis le procès, la fille de Gisèle Pelicot entend à son tour briser «les silences» qui entourent son cas. Elle a déposé plainte contre son père mercredi, notamment pour «viol» et «administration de substance».

Par

**JULIETTE DELAGE,
MARLÈNE THOMAS**
Photo MARIE ROUGE

La question a jailli il y a quelques jours de la bouche de son fils. «Mais maman, pourquoi tu écris un deuxième livre?» Caroline Darian, 46 ans, la rapporte sourcils froncés, en plantant ses yeux bruns et ronds droit dans les nôtres, dans le bistrot chic où elle nous a donné rendez-vous, un lundi de février. Deux mois après la condamnation de son géniteur, Dominique Pelicot, à 20 ans de réclusion criminelle pour avoir violé et organisé les viols de sa mère, Gisèle Pelicot, par des dizaines d'inconnus, elle rentre à peine d'Italie où elle est allée présenter son premier ouvrage, *Et j'ai cessé de t'appeler papa*, désormais traduit dans 19 langues. Son deuxième ouvrage, *Pour que l'on se souvienne*, écrit pendant le procès, est sorti mercredi aux éditions JC Lattès. «Mon fils m'a vue me jeter corps et âme dans la cause [de la soumission chimique]», dit-elle dans le même souffle. Le petit garçon a 10 ans. Dix ans de vie, dont presque la moitié passée dans le vrombisse-

ment de la machine médiatique-juridique depuis que ses parents ont appris, le 2 novembre 2020, le placement en garde à vue de son grand-père. «J'ai dû lui expliquer pourquoi on se met à écrire un livre et pourquoi cela suscite des absences», reprend Caroline Darian. Je lui ai dit, «Tu verras mon cheri, peut-être qu'un jour, quand tu seras en âge de le lire, tu comprendras». Et j'espère que ça fera de lui quelqu'un de sain, de solide. Un garçon et un homme responsable.»

«NI PREUVE NI SOUVENIRS»

«L'urgence» d'écrire ce nouveau livre était trop forte, le besoin de combattre «les silences» trop pressant. Comment trouver sa place dans une cour criminelle quand on est à la fois «la fille de la victime et du bourreau»? Comment survivre quand on est traversée par l'injustice de n'avoir «ni preuve ni souvenir», mais «une conviction profonde», celle d'être soi-même victime de violences incestueuses? Dans les archives informatiques de Dominique Pelicot, deux photos d'elle, endormie dans un lieu qu'elle ne reconnaît pas, dans des sous-vêtements qui ne lui

appartiennent pas, ont été exhumées. Les quatre mois d'audience n'auront pas suffi à pousser Dominique Pelicot à s'expliquer.

Alors que Gisèle Pelicot devenait un symbole mondial des victimes de violences sexuelles, Caroline Darian s'est effondrée. «Je sais maintenant ce que ressentent les victimes qui n'ont pas les preuves suffisantes pour faire reconnaître leur statut. C'est un drame absolu.» Avec sa nouvelle avocate, Florence Rault, elle a déposé une plainte, ce même mercredi, auprès du tribunal judiciaire de Versailles (Yvelines), pour «viol et tentative de viol, agressions sexuelles et administration de substance de nature à altérer le discernement pour commettre des viols». Ses frères, David et Florian, dont la contraction des prénoms lui a inspiré son nom de plume, la soutiennent chacun à leur façon.

mus et Stéphane Babonneau

qui représentaient déjà le reste de la famille. Ensemble, ils décident que le procès ne devrait pas avoir lieu à huis clos, laissant à leur mère le dernier mot. Leurs conseils les ont prévenus, le chemin sera semé d'embûches. Petit à petit, les liens se distendent. «En faisant ce choix d'avocats, je n'avais pas réa-

lisé qu'il pourrait y avoir un conflit, souligne Caroline Darian. Ils ont mis 100% d'énergie sur le dossier de notre mère, ce qui peut s'expliquer, mais on s'est retrouvés très es-
seulés.» Elle reprend, sans ca-
cher sa colère: «On a bien compris que notre quête de vérité en tant qu'enfant n'était pas le plus important.» Caroline Darian a vécu les

quatre mois d'audience comme «dans un tunnel, coupé de la vraie vie». Elle passe le premier mois à Avignon quasiment sans interruption, sans voir son fils, dont elle manque la rentrée. Cadre dans un grand groupe, elle s'appuie d'abord sur un em-
ployeur «très souple» pour tenter de concilier son travail et l'audience. Puis se résout à



Caroline Darian
à Paris,
le 24 février.

«20 minutes» montre en main que le président lui accorde «avant la pause déjeuner», pour déposer une première fois à la barre; les allées et venues de toute la famille au rythme d'un calendrier imprévisible; les questions des avocats de la défense à l'égard de sa mère, «qui investiguent plus la vie de la victime que celle de l'accusé»; le parcours parallèle du combattant pour obtenir le remboursement des frais engagés; un verdict qu'elle juge «décevant» pour les accusés. «Je ne sais pas si le procès m'a transformée, mais il m'a déniée. Je comprends que les victimes n'ont pas le courage et même pas l'envie de s'exposer à cet exercice de style», dit-elle.

RECOMPOSITION FAMILIALE

Dans sa «course à l'aveu», Caroline Darian aurait aimé compter «sur le soutien de sa mère». Et plus encore sur son relais. «Elle était sans doute la seule personne à pouvoir le faire parler.» Le 19 novembre, Gisèle Pelicot délivre ses dernières paroles à la Cour. La défense l'interroge, une énième fois. Elle se dérobe à leurs interrogations sur la captation d'images impudiques de Caroline Darian et de ses deux belles-filles pour laquelle Dominique Pelicot sera condamné. Gisèle Pelicot oppose: «Je ne souhaite pas répondre à ces questions, M. Pelicot doit y répondre.» Caroline, rapidement suivie par son frère aîné David, quitte la salle d'audience. Les yeux rougis, le regard fixe. «C'est pas de la colère. Je l'ai vraiment vécu comme l'abandon de trop», appuie-t-elle. Ces mots fractureront l'unité du clan tout juste retrouvée. «Ce n'est pas un procès intrafamilial», avait recadré Gisèle Pelicot à la barre. «J'ai suffisamment sur mes épaules, aujourd'hui je suis concentrée sur mon procès», avait-elle ajouté, avant de nuancer: «Bien entendu toute ma famille est victime.»

Dans l'inconfortable entre-deux qui est le sien, Florian Pelicot comprend «pleinement» la souffrance de sa sœur. Lui, comme David, ont tenté sans succès de pousser leur père à avouer les sévices qu'il aurait infligés à leur sœur et à ses petits-enfants, pour lesquels subsistent aussi des doutes. «Ma mère n'était pas en capacité, je crois, de par sa souffrance et son propre cataclysme intérieur, en raison de ce qu'elle a vécu, de ce qu'elle vivait encore en étant présente chaque jour aux audiences, d'adhérer à cette souffrance», confie-t-il avec pudeur. Ce mécanisme d'autoprotection psychique

n'enlève en rien «son amour profond pour sa fille et ses deux fils», insiste-t-il. Gisèle Pelicot arrivait sans doute à la limite de ce que son état lui permettait d'encaisser. «Si ma mère partait dans cette idée-là, elle se serait effondrée et ne serait à mon avis plus de ce monde aujourd'hui.» Comme souvent en matière de violence intrafamiliale, les douleurs se croisent et se percutent. Une étude de l'association Mémoire traumatique et victimologie de 2017 montre que 52% des victimes de violences sexuelles ont constaté «des conséquences importantes voire très importantes sur leurs relations avec leur famille et leurs enfants. Dans un tiers des cas, les liens entre les victimes et une partie de leur famille ont été rompus à la suite des violences ou de leur révélation».

Sans causer une rupture nette, la relation entre la mère et la fille, décrite autrefois comme «très bonne», s'est abîmée. «Ça a créé une distance très compliquée à combler», déplore Caroline Darian. Depuis la fin du procès, elles évitent la «communication, trop houleuse». Plus que la rancune, elle se démène avec ses regrets «de ne pas pouvoir se reconstruire ensemble». Le cadet s'attelle, lui, à «faire perdurer le lien entre tout le monde». Les violences obligent une recomposition familiale. Au deuil d'un père, s'ajoute un renversement des rôles, où la mère soutenante doit à son tour être portée, où l'enfant bien qu'adulte quitte son rôle. Mises parfois dos à dos par des avocats ou médias peu scrupuleux, opposant leurs attitudes comme pour les hiérarchiser, toutes deux se débattent avec leurs armes contre leurs démons. «Il existerait une bonne et une mauvaise victime dans une cour? Il aurait fallu rester muselée? Bien disciplinée sur sa chaise? Alors que j'ai vécu une injustice terrible», tonne-t-elle.

Face au «mutisme et au mensonge», Caroline Darian a ressenti le besoin de «se ranger» du côté des autres victimes présumées de son géniteur, du côté de celles et ceux ne disposant pas de milliers d'images irréfutables, à commencer par son neveu Nathan, 18 ans. Dans son ouvrage, elle se fait «son porte-voix» et relate «le jeu du docteur qu'il lui imposait, les scènes de caresses forcées et de douche devant lui», dont il aurait été victime. «Nous sommes intimement liés [...] Tous les deux, nous attendons pour chacun un autre procès pour les actes perpétrés par Dominique à notre encontre», écrit-elle. Après avoir déposé

plainte, Nathan a été entendu par la brigade des mineurs de Meaux (Seine-et-Marne) en septembre 2023. L'émotion de Caroline Darian saisit sa voix lorsqu'elle évoque Sophie Narme et Marion (1), deux victimes présumées de Dominique Pelicot. Ce dernier est mis en examen pour le meurtre précédé ou suivi de viol de la première, en 1991 à Paris, et pour une tentative de viol avec arme sur la seconde, en 1999, à Villeparisis (Seine-et-Marne). Caroline avait à peu près son âge au moment des faits. Un long chapitre de son deuxième livre est dévolu à retracer les sévices qui leur ont été infligés. «Il n'est pas exclu que Marion ne soit, elle non plus, jamais reconnue victime en raison de la prescription.» Dès 2022, elle s'est plongée dans les dossiers de l'instruction jusqu'à en connaître les moindres détails. Son choix de faire appel à l'avocate Florence Rault, conseil de la famille de Sophie Narme comme de Marion, n'a rien d'anodin: «Marion aurait du mal à rencontrer la fille de son agresseur. Je le comprends. A l'inverse, je m'identifie tellement à ce qu'elle a vécu qu'en étant représentée par Florence Rault, je me sens

en ligne avec celle que je suis.» Elle discerne dans ces deux cold cases les mêmes traces d'une «justice bâclée». Caroline Darian estime que là où Gisèle Pelicot est «l'exception», elle est la norme. «Je représente plus de 90% de victimes qui n'ont pas les moyens d'être reconnues comme telles. C'est plus facile pour une victime dont le statut est reconnu de se reconstruire que pour une personne comme moi.»

«LANCEUSE D'ALERTE»

Elle s'accroche comme à une bouée à cette lutte pour toutes les victimes de violences. Celle qui peinait à se dire «féministe» en 2023 s'assume «comme militante pour la cause des femmes» au sortir de ce procès, esquivant toujours le premier label. Le procès a marqué un tournant dans la visibilité donnée à son association M'endors pas. «Mais ça n'a pas fondamentalement changé le fait qu'on doit redoubler d'efforts pour aller chercher des fonds», tempère-t-elle. La fondatrice du Centre de référence sur les agressions facilitées par les substances Leila Chaouachi, avec qui elle travaille main dans la main de-

puis 2023, la décrit comme «déterminée»: «Elle est devenue, malgré elle, une porte-parole et une lanceuse d'alerte sur la soumission chimique.»

Caroline Darian a rallié David Pelicot à la cause, lui-même bousculé par l'inertie masculine dès l'amorce du procès. Il donne «un coup de main pour fédérer les hommes». Les conclusions de la mission gouvernementale sur la soumission chimique, sur laquelle elle œuvre activement aux côtés de la députée Sandrine Joso, doivent être rendues en mai. «C'est trop long. Pendant ce temps-là, il y a un réservoir de victimes qui s'ignore et qu'il faut aller chercher.»

«Caroline est une guerrière. Je crois qu'elle avait déjà ça en elle», salut Florian Pelicot. On tient certainement ça de notre mère», glisse le cadet. Leur aîné, David Pelicot, abonde: «J'ai longtemps pensé que l'héroïne était maman, mais les deux sont des héroïnes pour moi.» Caroline Darian avance avec l'espoir que ce deuxième témoignage en engrange d'autres, que des voix s'élèvent pour donner à voir les réalités plurielles des victimes. ▶

(1) Le prénom a été modifié.

Libération
ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT!



Offre intégrale
34,90€ par mois
au lieu de 76,60€
prix de vente
au numéro

- Le journal papier livré chez vous
- L'accès à tous les contenus du site et de l'application

Abonnez-vous ici



ou par téléphone
au 0155 56 71 40
du lundi au vendredi
de 9H à 18H

Face à la justice, l'Etat se voile la chasse

Pour la première fois, le gouvernement devra répondre devant un tribunal sur sa responsabilité dans les accidents causés par les chasseurs. «Libé» s'est procuré le mémoire en défense, pour l'audience de ce vendredi, dans lequel l'Etat se dédouane en assurant que la loi actuelle suffit.

Par
MATHILDE ROCHE
Infographies
ALICE CLAIR

Février est le mois le plus court de l'année. Un des plus froids aussi, peu propice aux promenades. Malgré cela, la presse locale a rapporté pas moins de sept accidents de chasse ces trois dernières semaines. Dimanche 9 février, dans le Vaucluse, un chasseur s'est pris un tir dans la cuisse lors d'une battue aux renards. Le même jour, en Haute-Garonne, une balle est venue s'encastrer dans une fenêtre, derrière laquelle un bébé venait de s'endormir. Samedi 15 février, une riveraine des Deux-Sèvres a eu la peur de sa vie en taillant ses glycines, frôlée par une balle qui a traversé son jardin et sa véranda. Le 17 février, dans les Alpes-Maritimes, un chien-loup en balade avec sa maîtresse a été abattu par deux coups de fusils à plomb, l'autopsie a révélé une centaine de projectiles dans son corps. Le 19 février, une balle a brisé la vitre d'une voiture et blessé le conducteur, sur une route de Mayenne. Dimanche 23 février, deux chasseurs sont morts lors de battues aux grands gibiers. L'un a été tué par un collègue devant son fils, dans le Lot. L'autre, en Dordogne, serait un auto-accident.

Deux décès, deux «accidents» et trois «incidents», selon la méthodologie de l'Office français de la biodiversité (OFB), qui distribue les permis de chasse, contrôle leurs détenteurs et recense les fautes. L'agence publique distingue les «blessures corporelles suite à l'emploi d'une arme de chasse» et les «dommages matériels» tels qu'un impact de balle sur une maison ou... la mort d'un animal domestique. Chargée de rendre un bilan à la fin de chaque saison cynégétique, l'OFB publiera les données de 2024-2025 cet été. A mi-parcours, le nombre de morts est déjà supérieur au précédent exercice: huit à ce jour, contre six au total la saison précédente. Mais l'Etat continue de nier la nécessité d'encadrer davantage la pratique de la chasse. Jusqu'à l'argumenter bientôt devant la justice, dans le cadre d'une procédure qui l'oppose à l'Association pour la protection des animaux sauvages (Aspas).

Un contentieux inédit né d'une «demande préalable indemnitaire» adressée le 9 octo-

bre 2023. L'Aspas, soutenue par le collectif «Un jour un chasseur», exigeait des ministres concernés qu'ils prennent «sans délai» des mesures nationales propres à «assurer la sécurité et la tranquillité de la population». Après deux mois sans réponse, la lettre s'est transformée en recours devant le tribunal administratif de Paris afin de faire condamner l'Etat pour «carences fautives». «Alors que des solutions ont été identifiées depuis des années pour se rapprocher du risque zéro, le gouvernement engage sa responsabilité en s'abstenant d'imposer les limitations qui permettraient de baisser significativement le nombre d'accidents», résume Julien Roelens, l'avocat de l'association. *A commencer par une harmonisation des règles au niveau national, ou l'interdiction de tirer à proximité des habitations et des routes.*»

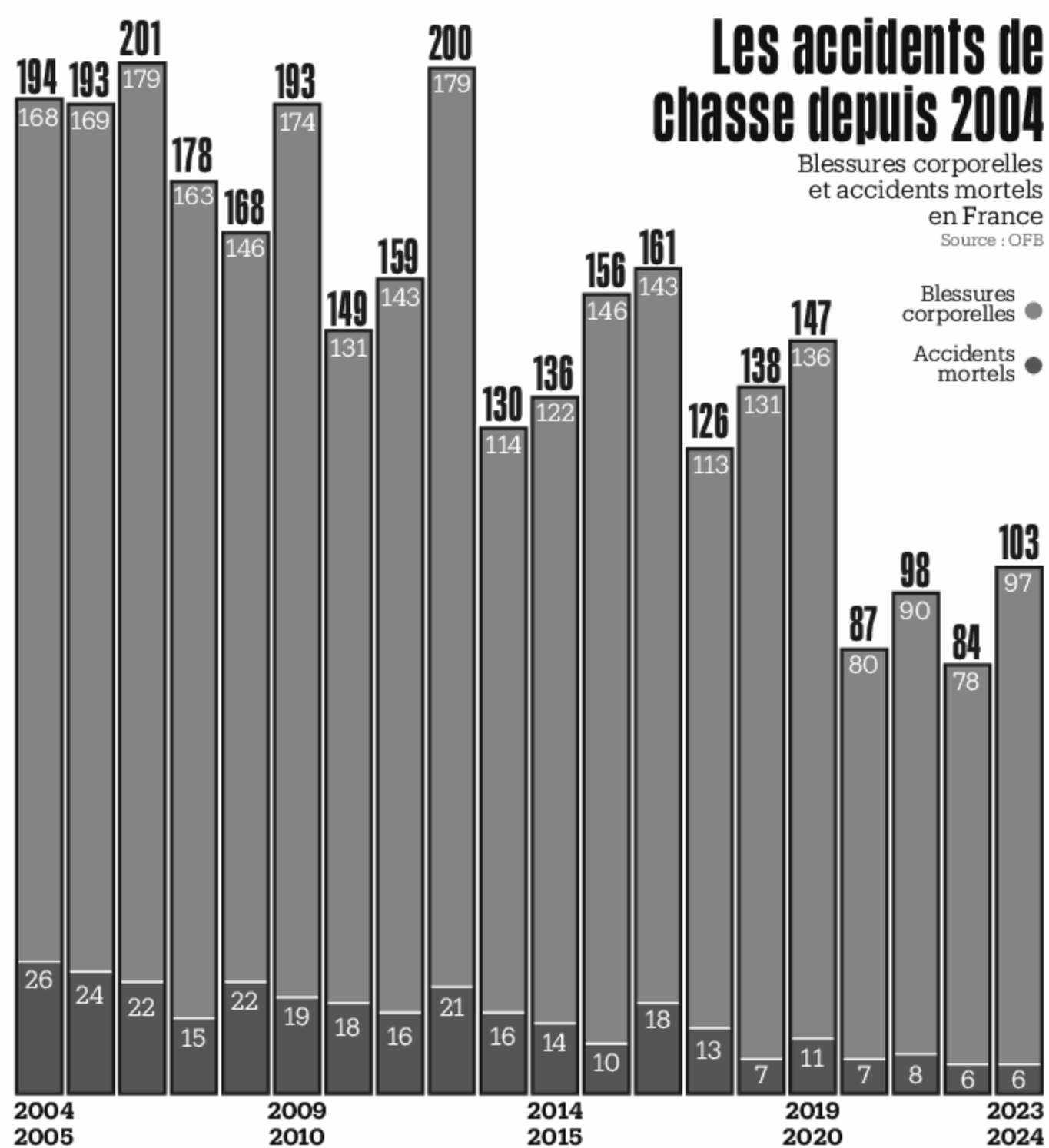
En effet, il n'existe à ce jour qu'une interdiction de tirer «en direction des habitations»... Qui ne s'applique même pas dans toute la France. Les textes qui priment concernant les règles pratiques de sécurité sont les schémas départementaux de gestion cynégétique (SDGC): des documents «lacunaires en matière de sécurité et disparates d'un territoire à l'autre», selon l'Aspas. Certains ne mentionnent même pas les quelques règles de sécurité prévues par la loi, à savoir le port d'un gilet fluo, la pose de panneaux de signalisation lors des battues, ou encore l'obligation de mise à niveau décennale. D'autres ne formulent que des recommandations, et non des obligations, ce qui empêche l'OFB de sanctionner les manquements – le travail de la police de l'environnement étant par ailleurs mis en difficulté depuis les cinglantes critiques du Premier ministre, François Bayrou. «*Or l'Etat, par l'ensemble de ses préfets, valide aveuglément ces schémas, élaborés par les fédérations de chasseurs, sans tenir compte de leur disparité en matière de sécurité*», dénonce Julien Roelens.

ERREUR FACTUELLE ET CONTRADICTIONS

Alors que la procédure va prendre un nouveau tournant ce vendredi, avec une première audience qui devrait fixer la date du procès, Libé a eu accès à la réponse du gouvernement. Dans son mémoire en défense, le secrétariat général du ministère de la Transition écologique défend la législation actuelle bec et ongles, quitte à invoquer des rapports de façon très parcellaire et trompeuse. Dès le propos liminaire,

le ton est donné. Le gouvernement met en avant la «diminution significative des accidents observée sur le territoire français depuis plus de vingt ans», soit 46% de blessures corporelles et 74% de décès en moins. «La baisse a poursuivi sa décrue au cours de la saison 2022-2023, alors même que celle-ci a été particulière», poursuit le document, avec «989 000 permis validés». Cette dernière information est sourcée dans un rapport de la Cour des comptes de 2023, qui non seulement donne raison à l'Aspas sur quantité de points, mais n'évoque jamais ce chiffre, puisque les données s'arrêtent l'année d'avant. La Fédération nationale des chasseurs indique en réalité 963 571 permis validés sur cette saison. Et même en ajoutant environ 21 800 permis temporaires (de trois ou neuf jours), les comptes ne sont pas bons.

Au-delà de l'erreur factuelle, grossir le nombre de chasseurs permet de passer sous silence une explication de la diminution tendancielle des accidents: les chasseurs, 1,4 million en 2000, sont eux aussi bien moins nombreux aujourd'hui. Car, pour le ministère, c'est plutôt grâce «au renforcement des mesures législatives et administratives de l'encadrement de la chasse depuis plus d'un quart de siècle». Un brin contradictoire avec la suite, où le gouver-



Les accidents de chasse depuis 2004

Blessures corporelles et accidents mortels en France
Source : OFB

ENQUÊTE

nement affirme qu'il n'a aucune responsabilité car «l'essentiel des accidents est imputable au non-respect des règles de sécurité et non pas au mal fondé ou à l'insuffisance de ces règles». Il faudrait savoir. Le durcissement des règles ne devrait-il pas réduire encore les risques? Cette dernière affirmation est par ailleurs l'unique passage, sur 171 pages, que les juristes du gouvernement sont allés piocher dans les conclusions de la mission sénatoriale sur la sécurisation de la chasse, rendues en septembre 2022. Encore une fois car le reste du rapport d'information ne va pas dans leur sens.

PAS DE REMISE EN QUESTION SUR LE FOND

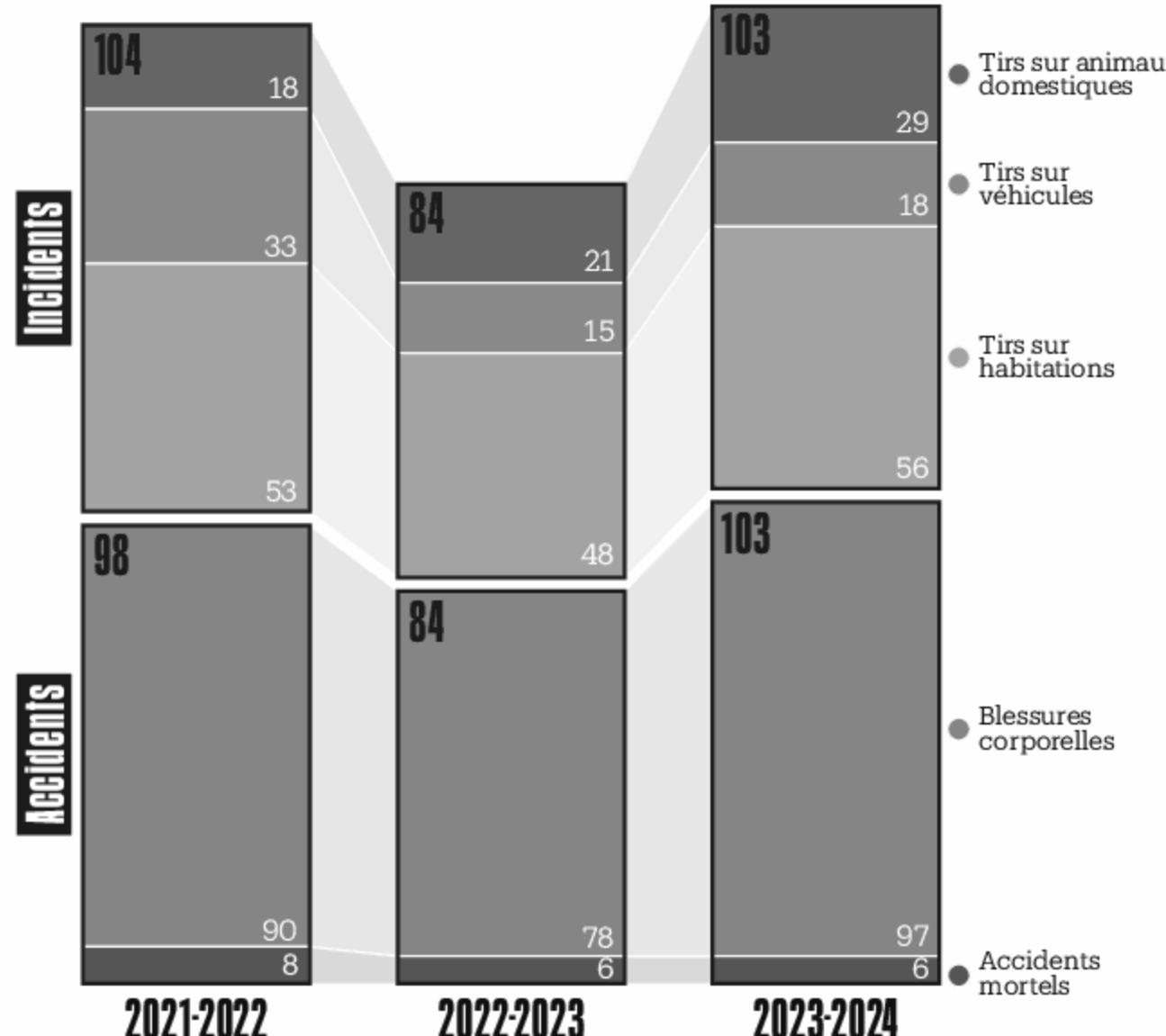
Sur les 30 propositions – déjà pondérées – par le Sénat pour plus de sécurité, figurait ainsi «interdire l'alcool et s'aligner sur les règles en vigueur en matière de code de la route». Sans surprise, sur ce point, le rapport d'information n'est pas cité en référence dans l'argumentaire: c'est le fondement d'un grief de l'Aspas. Dans le plan sécurité 2023 qui a découlé de cette mission, le gouvernement a refusé de fixer un taux d'alcool limite, et s'est cantonné à créer une contravention pour la pratique de la chasse «en état d'ivresse manifeste». Un texte insuffisant pour l'association, puisqu'il ne donne pas de référentiel pour verbaliser. A cela, le ministère répond que l'ivresse peut être constatée par les agents «à l'aide du témoignage des sens», comme l'indique une jurisprudence de la Cour de cassation de 1990, où l'ébriété du mis en cause a été reconnue car il «tenait des propos incohérents et exhalait de fortes odeurs d'alcool».

Tout à sa volonté de se poser en premier défenseur des chasseurs, le gouvernement fait aussi le tri dans les données de l'OFB. Toujours à son avantage. Il n'indique par exemple pas qu'en 2022-2023, les non-chasseurs ont représenté 28% des blessés, contre 13% en moyenne sur vingt ans. Une explosion de victimes collatérales de ce «loisir» meurtrier. Le mémoire ne s'attarde pas non plus sur le bilan de 2023-2024, pourtant publié depuis six mois mais qui contredit sa démonstration. Les chiffres de la saison dernière étaient en effet à la hausse par rapport aux précédents: 97 accidents (contre 78 en 2022), à additionner aux 103 incidents (contre 84 l'année précédente). Et si les statistiques sont globalement en baisse, reste que le cumul des recensements officiels sur les

Les accidents et incidents

Pour les trois dernières saisons de chasse en France

Source : OFB



deux dernières décennies donne 3001 blessures par balles, dont 299 mortelles. Un chiffre qui n'inclut même pas les féminicides par arme de chasse, au nombre de 15 rien que l'année dernière.

Le reste du mémoire se contente de contre-argumenter sur la forme juridique, sans remise en question sur le fond. Plus que défendre sa politique en matière de chasse, l'Etat affirme que le Tribunal administratif de Paris n'est pas compétent pour trancher sur cette question et qu'il ne peut pas lui imposer de prendre des mesures. Notamment parce que, explique le ministère de la Transition écologique, modifier la législation pour mieux encadrer la pratique ne serait pas de sa responsabilité – comme si l'exécutif n'avait jamais passé en force de nouvelles dispositions légales. Selon la Cour des comptes, ce n'est pas une excuse: «L'Etat ne s'est pas doté des moyens de contrôler le bon exercice des mis-

sions des fédérations de chasseurs», par conséquent, «le Gouvernement doit proposer au Parlement de revoir le cadre juridique relatif aux schémas départementaux de gestion cynégétique». Et ce ne sont pas les parlementaires qui bloquent le processus. Le Sénat lui-même a reconnu la nécessité de renforcer le rôle des préfets dans l'élaboration des SDGC pour leur donner «la possibilité de limiter les jours et heures de chasse pour garantir la sécurité des personnes».

Dans sa requête, l'Aspas démontre qu'au cours des quinze dernières années, 70% des non-chasseurs tués l'ont été un samedi ou un dimanche, et près de 40% l'ont été sur un chemin ou dans leur jardin. «Autrement dit, selon l'association, deux limitations à l'exercice de la chasse auraient permis d'éviter la mort de 13 personnes sur 19 tuées»: interdire la chasse le week-end et définir un périmètre de sécurité aux tirs autour des infrastructures humai-

nes. Et alors que 89% des Français perçoivent la chasse comme posant des problèmes de sécurité pour les promeneurs, l'idée d'une ou plusieurs journées sanctuarisées – comme cela existe chez nos voisins européens qui comptent beaucoup moins d'accidents – suscite l'approbation de 85% de nos concitoyens, selon un sondage Ipsos pour l'association One Voice en octobre 2023. Le gouvernement, lui, voit seulement que le sujet «relève de la compétence du législateur» et, par conséquent, que «l'absence d'interdiction générale fixée par voie réglementaire de chasser le week-end ne saurait donc caractériser une faute dans l'exercice du pouvoir de police de la chasse du gouvernement».

«UNE LITANIE DE FAITS DIVERS»

L'Etat approuve pourtant, par l'intermédiaire des préfets, les schémas départementaux élaborés par les Fédérations de chasseurs. «Mais ils tentent coûte que coûte de contourner le débat au fond – à savoir leur niveau d'exigence en matière de sécurité – en invoquant des incomptences du juge administratif», déplore Julien Roelens. Jusqu'à répondre que si nous voulons attaquer le procédé de validation des schémas départementaux, nous devrions saisir la juridiction administrative de chaque département pour les contester un par un.» La Fédération nationale, qui a rédigé une intervention volontaire dans la procédure au soutien de l'état, ne voit bien sûr pas le problème. Elle ne voit d'ailleurs pas non plus l'intérêt public de la requête, puisque, pour citer son argumentaire présenté au tribunal administratif, «aucun manquement grave ou récurrent dans la pratique ou l'encadrement de la chasse n'est à constater. Certes, l'association requérante développe longuement plusieurs cas d'accidents, mais ce constat n'est en aucun cas objectif: il s'agit d'une litanie de faits divers recueillis dans la presse régionale ou de témoignages, du reste non prouvés, adressés directement à l'Aspas». Maintes fois sollicité, le ministère de la Transition écologique n'a pas répondu à nos questions. A la fin de son plaidoyer, il demande au Tribunal administratif de rejeter la requête. En attendant que le gouvernement sorte du déni, les décomptes ont repris: samedi 1^{er} mars, en Gironde, un homme s'est pris une balle dans l'épaule lors d'une battue aux sangliers. ◀

50 ANS ET DÉJÀ IMMORTEL

METAL HURLANT

NUMÉRO COLLECTOR

avec deux couvertures alternatives !

En kiosque et librairie

LES HUMANOIDES ASSOCIÉS **50 ANS**

© Durieux - Peeters / Humanoids Inc. 2025



LIBÉ.FR

Prisons de haute sécurité : Darmanin annonce la création de deux établissements

Invité du 20 heures de France 2 jeudi, le ministre de la Justice a révélé non pas un, mais deux sites pénitentiers (à Vendin-le-Vieil dans le Pas-de-Calais et à Condé-sur-Sarthe dans l'Orne) qui vont être transformés en prisons de haute sécurité, afin d'isoler 200 narcotrafiquants et autres « personnes dangereuses » du reste de la société. PHOTO AFP

Les parties civiles ont commencé à être entendues jeudi au procès de l'ex-chirurgien jugé pour 299 agressions sexuelles et viols. Parmi elles, Orianne, qui a raconté trente ans de silence après avoir essayé de dénoncer les faits.

Par
JULIE BRAFMAN
Envoyée spéciale à Vannes
Photo
THEOPHILE TROSSAT

D epuis la salle toute blanche où elle témoigne en visioconférence, une élégante dame de «bientôt 44 ans», dans son chemisier noir, regarde la photo qui s'affiche sur un autre écran. Elle regarde la petite fille disparue il y a longtemps. Elle avait 10 ans, des longs cheveux bruns et un sourire timide. Assise sur le canapé, elle se serrait tout contre sa mère. C'était en janvier 1992, quelques jours après son opération de l'appendicite à la clinique La Fontaine à Loches (Indre-et-Loire). Dans sa salle toute blanche, l'élégante dame rajuste ses lunettes en écailles de tortue, elle agrippe une feuille de notes et lance d'une voix déterminée à la cour criminelle : «*J'ai beaucoup de choses à dire. Ça fait trente-trois ans que j'attends ce moment.*»

Depuis le 24 février, le pédocriminel Joël Le Scouarnec est jugé pour des agressions sexuelles et des viols sur 299 parties civiles. Orianne est la première à témoigner. Contrairement à beaucoup d'autres jeunes patients du chirurgien, elle garde une mémoire intacte de son hospitalisation. D'une voix émue, elle va entraîner la salle d'audience dans ses longues années de malheur. Trente ans que la petite fille aux longs cheveux bruns se demande si elle n'est pas «folle» puisque personne ne la croit.

«Il m'a violée.» En 1992, elle partageait sa chambre à la clinique avec une autre patiente mais son chirurgien, Joël Le Scouarnec, avait insisté pour qu'on la déplace. Orianne est restée seule. Plusieurs fois, de jour comme de



Les avocats des parties civiles au tribunal de Vannes, lundi.

Au procès Le Scouarnec, la petite fille qui n'avait jamais été entendue

nuit, il lui rendait visite, décrit-elle. Le médecin soulevait sa chemise de nuit. Il la faisait asseoir sur le rebord de lit. «*J'étais très jeune mais je savais qu'on ne prenait pas la température en enfonçant un doigt dans le vagin, je savais qu'on ne vérifiait pas le rythme cardiaque en caressant les seins.*» Elle se souvient de tout: des viols par pénétration digitale, de la silhouette au-dessus d'elle, de la respiration «*tellement bestiale*» et puis de ses mots apeurés: «*Pourquoi vous faites ça?*» Une nuit, l'accusé est entré dans la chambre, comme elle ne dormait pas, il lui a donné «*des gouttes*». «*Cette scène me hante, poursuit-elle. Elle revient constamment. Mon corps ne pouvait plus bouger. Ses mains étaient sur moi.*» Lorsqu'elle

est rentrée chez elle, Orianne a confié à sa mère que le chirurgien lui «*avait fait très mal*». Elle ne connaissait pas le mot «*viol*». Elle s'est heurtée au silence. Deux ans plus tard, elle a demandé à voir un gynécologue. Elle aurait aimé que ce professionnel qui a diagnostiqué une déchirure de l'hymen à 12 ans lui pose des questions. «*Je n'attendais que ça, pouvoir parler.*» Mais il a simplement déclaré: «*Trop de sport.*» Sa mère, à ses côtés, n'a pas davantage réagi. «*Les enfants, on ne les écoutait pas à l'époque, il ne fallait pas faire de vagues,* déplore-t-elle. «*Ce qui m'est arrivé, c'était la honte pour eux, les adultes.*» Dans sa salle toute blanche, Orianne raconte sans flancher sa longue dépression à l'âge de 13 ans, ses larmes

quotidiennes, le départ de chez elle à 16 ans et la suite de sa vie qui n'aura été que chaos. Lorsqu'elle avait une vingtaine d'années, elle a prononcé pour la première fois le mot. Elle a dit: «*Maman, le chirurgien m'a violée.*» Et puis à son mari, elle a expliqué pourquoi elle avait tant de mal avec la sexualité. «*Si j'avais su, je ne me serais pas marié,*» a-t-il répondu. Après avoir eu «*difficilement*» des enfants, le corps d'Orianne a commencé à la «*lâcher*». Elle souffre aujourd'hui de maladies auto-immunes qui ont entraîné une situation de handicap. Elle ne travaille plus, ne sort pas, ne va pas au cinéma. Elle vit à peine.

Plaie. En 2019, lorsqu'elle a reçu une convocation à la gendarmerie, elle a aussitôt

téléphoné. L'enquêteur n'a pas voulu dévoiler le motif. Mais devant son insistance, il a fini par expliquer: «*C'est au sujet d'une hospitalisation.*» Orianne s'est effondrée. Au fil des mois, elle a découvert le nombre de victimes, l'ampleur des «*dégâts*». La présidente, Aude Burési, lui demande doucement: «*Je vais procéder à l'interrogatoire de Joël Le Scouarnec après avoir lu des extraits de ses journaux, voulez-vous rester en visioconférence?*» Orianne acquiesce. Une larme brille encore sur sa joue tandis qu'elle écoute les mots crus de l'accusé. «*Petite Orianne, quel beau prénom que le tien,*» a-t-il écrit avant d'évoquer ses «*cheveux si longs*», son «*corps si doux*», sa «*peau si lisse*». Elle ne bouge pas. «*Tu n'as pas de petite culotte.*» Elle tente de retenir les sanglots. «*Au revoir petite Orianne, je t'aime.*» Durant l'instruction, Joël Le Scouarnec a admis les agressions sexuelles mais refusé de reconnaître les viols. Désormais, debout dans son box, d'une voix robotique, il concède: «*J'ai été effectivement la personne qu'elle a décrite, l'être ignoble qui entrait dans sa chambre pour assouvir ses pulsions. Ce que j'ai commis, c'est un viol.*» Il n'a aucun souvenir des faits mais «*aucune raison*» de les mettre en doute. Lorsqu'elle est rentrée chez elle quelques jours après son opération, la plaie d'Orianne s'est rouverte, a-t-elle raconté. Dans la salle toute blanche, la petite fille aux longs cheveux bruns a alors prononcé cette phrase notée sur la feuille devant elle: «*J'ai une cicatrice abominable.*»

J'AI LE DROIT

ME
FOO

d'être écoutée et crue

L'ÉVIDENCE NE DEVRAIT
PAS ÊTRE UN COMBAT.



SOUTENEZ NOS ACTIONS
EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES.
FAITES UN DON SUR FONDATIONDESFEMMES.ORG





LIBÉ.FR

Le mécénat de Thales à l'université de Créteil provoque un tollé sans précédent

L'aide financière du groupe d'électronique français, à une «Chaire handicap, emploi et santé au travail» à l'Upec fait débat, et vient d'être modifiée face à une fronde interne. En cause : la volonté de promotion, hors des clous, de la titulaire de la fondation au grade de professeure des universités. PHOTO TENDANCE FLOUE

Droits de douane Trump propose un accord au Mexique «jusqu'au 2 avril»

Jeudi, Donald Trump a déclaré qu'il exempterait le Mexique de ses nouveaux droits de douane de 25 % sur tous les biens et services relevant de l'accord commercial nord-américain. «Cet accord est valable jusqu'au 2 avril», a déclaré le Président dans un message publié sur les réseaux sociaux après un entretien avec la présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum. Cette dernière a félicité la décision de son homologue américain, en saluant une collaboration avec «des résultats sans précédent». Les deux gouvernements vont continuer à travailler ensemble «particulièrement sur les sujets de la migration et de la sécurité», a-t-elle déclaré dans un communiqué après l'entretien téléphonique avec le président américain.

Economie (1) Les bénéfices d'Air France-KLM divisés par deux en 2024

Un chiffre d'affaires en hausse mais des profits en chute libre. En 2024, le groupe Air France-KLM a réalisé 31,5 milliards d'euros d'activité, soit une augmentation de 4,8 % au regard de 2023 et un record historique. En revanche, le bénéfice net a dépassé de moitié et n'est plus que de 489 millions d'euros, alors qu'il frisait le milliard l'année précédente. Les JO n'ont pas été une bonne affaire pour Air France. Nombre de touristes internationaux ont évité Paris durant l'été. Bilan de la séquence pour la compagnie tricolore : un manque à gagner de 250 millions d'euros.

Economie (2) Pour Bouygues, des résultats meilleurs qu'anticipés

Comme si c'était inespéré : «On a atteint nos objectifs», s'est félicité le directeur général du groupe Bouygues, Olivier Rousset, jeudi. Le géant des BTP, télécoms et médias a en effet dévoilé un chiffre d'affaires 2024 à 56,8 milliards d'euros, en légère hausse de 1 % par rapport à l'an passé, et un résultat opérationnel de 2,53 milliards (+124 millions sur un an). Les raisons ? En partie la bonne forme des activités de construction avec des carnets de commandes à un niveau jugé «record», mais surtout grâce à Equans, sa filiale de services axée sur l'efficacité énergétique.

Mort du jazzman Roy Ayers, vibrant visionnaire



Roy Ayers en mars 1983. PHOTO DAVID REDFERN

A l'heure où la Philharmonie de Paris célèbre le disco, il faudra se remettre en tête un classique du genre signé par celui dont on a appris jeudi le décès. En 1979, Roy Ayers ouvre le bien nommé *Fever* par ces six minutes qui vous poussent irrésistiblement vers la piste de danse, boostées par la batterie de Bernard Purdie. Et se concluent ainsi : «Les larmes continuent de tomber/Mon cœur ne cesse de pleurer/L'amour nous réunira à nouveau pour toujours.»

L'année d'après, le même homme se retrouvera au Nigeria pour un autre morceau d'anthologie, *2000 Blacks Got To Be Free*, une face complète en pleine tête avec Fela Kuti au diapason du titre de cet album : *Music of Many Colours!* Soit une intense ascension de près de vingt minutes, avec Roy Ayers en maître de cérémonie, mailloches en mains pour embarquer le Nigérian sur les terres d'un quasi latin disco et pousser inexorablement tout amateur sur la piste de danse, non sans glisser quelques slogans («Don't forget your past... Think about unity... Be aware South Africa») rappelant qu'on peut bien se prendre la tête tout en libérant son corps.

Ces deux titres résument ce qui fit la force de Roy Ayers, alors au sommet de son art et de la gloire : donner du sens à la devise *Body and Soul* chère à Coleman Hawkins. A plus d'un titre, Roy Ayers aura réussi son pari, à commencer par *Everybody Loves the Sunshine*, une espèce de planter hédoniste où il caresse les claviers comme il savait tâter du vibraphone, son instrument de prédilection. Tout cela parce qu'à 5 ans, assistant avec ses parents à un concert du big band de Lionel Hampton, il se vit offrir par le maître une paire de maillets. Ce cadeau inespéré

va changer le destin du gamin né le 10 septembre 1940 à Los Angeles dans une famille où la musique est très présente : sa mère Ruby Ayers enseigne le piano et son père, Roy Sr., est tromboniste à ses heures. C'est donc naturellement que le garçon va se pencher en premier sur le clavier, façon boogie-woogie. Puis ce sera la steel guitar à 9 ans, bientôt la flûte, et puis la trompette ou la batterie, sans oublier la chorale de l'église... De ses premières années, Roy Ayers gardera cette science des touche-à-tous-les-instruments, un sens du son qu'il convertira bien plus tard en qualité d'arrangeur, même si à l'adolescence il se met sérieusement au vibraphone.

JACQUES DENIS

A lire en intégralité sur Libé.fr.

Grève du ménage à Sciences-Po : «Personne n'a pris la peine de nous écouter»

«On est là, on est là...» D'où vient cette chanson familière que l'on perçoit en ce petit matin, place Saint-Thomas-d'Aquin ? Pas du marchand de pianos de luxe Steinway & Sons qui fait l'angle. Ni de la galerie d'art Diane de Polignac. Ça ferait mauvais genre, dans le VII^e arrondissement parisien. Non, cette subtile variation du chant des gilets jaunes, interprétée aujourd'hui aux tambours et seaux magiques, s'échappe en fait des couloirs tout neufs de Sciences-Po Paris. Car depuis jeudi matin, 6 heures, les 77 personnes chargées de faire le ménage

dans cette école de l'élite française ont décidé d'arrêter le travail. Elles sont en grève «illimitée», pour réclamer de meilleures conditions de travail. Fini le nettoyage des sols, des sanitaires, des surfaces vitrées, des bureaux de l'administration et des salles de classe que Sciences-Po facture à un prestataire externe, la société Atalian, dont le contrat expire au 31 mars. Dans une ambiance bon enfant, on agite des drapeaux, on tape dans les mains ou sur des poubelles pour demander de meilleurs salaires, une baisse de la charge de travail et – encore plus radical – un peu de considération de la

part de la direction de l'école. La représentante des grévistes, Layla Mabrouk, monte sur un banc et enlève le sifflet de sa bouche pour s'en prendre à la direction. «On n'est pas juste des emmerdeurs, on a l'habitude de nettoyer ces locaux, fait valoir la meueuse. Nos revendications datent de plusieurs mois, on a fait plusieurs tentatives de dialogue : personne n'a pris la peine de nous écouter.» Alors que l'école publique négocie actuellement un nouveau contrat avec le groupe Onet, les grévistes, assurés d'être repris, veulent peser sur les nouvelles conditions qui seront les leurs, dès le 1^{er} avril.

La syndicaliste compare son travail et celui de ses collègues à de «l'esclavage» – un mot qui a eu le don ces derniers jours d'irriter l'institution, qui n'a pas donné suite à la demande de réaction de *Libération*.

A la fin d'une intervention de François Ruffin, député de la Somme et soutien régulier de ce type de mouvement, ce n'est plus *On est là*, mais une autre chanson qui retentit dans les couloirs, envahis par le bruit et la détermination. Les paroles sont simples. Ça fait : «C'est les patrons, les voeurs. Sciences-Po complice.»

JEAN-BAPTISTE CHABRAN

«J'ai commencé à militer à 16 ans. J'ai 75 ans. [...] Je vis aujourd'hui cette dérive planétaire sur les valeurs humanistes qu'on écrabouille. Et je me dis : tout ça pour ça?»



AFP

ANDRÉ CHASSAIGNE
député PCF

Hormis pour les racistes et les poutinolâtres toujours prompts à collaborer, l'état du monde actuel ne donne pas vraiment de raison de se réjouir. André Chassaigne ne dira pas le contraire. Le député PCF s'apprête à quitter l'Assemblée, en étant «fier» du travail accompli au Palais-Bourbon et ailleurs. Mais le bilan n'est pas vraiment rose. Chassaigne, en forme de résumé après avoir évoqué l'extrême-droiteisation du pays mercredi sur LCP, lance : «Je suis dans un monde qui est à l'opposé de ce que j'aurais voulu construire.» Fin janvier, le député a annoncé qu'il s'apprêtait à redevenir maire adjoint de Saint-Amant-Roche-Savine (Puy-de-Dôme) et laisser sa chance à «une autre génération».

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 210€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (O,237€ HT).

Avis divers



ferrari&Cie®
 ANNONCE LÉGALE VENTE JUDICIAIRE
 IMMOBILIÈRE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES



Agence de publicité légale, judiciaire, institutionnelle et formalités des sociétés 7, Rue Sainte-Anne – 75001 Paris

Vente aux enchères des titres en déchéance

Conformément aux dispositions des articles L228-6-3, R228-11 et suivants du Code de commerce, la Société FCS GROUPE met en vente aux enchères publiques le **30 mai 2025 à 10 heures** au plus offrant et dernierenchérisseur en la SAS AUBANOT, 30 rue du Plantier, Zone d'activités Napolon 13400 AUBAGNE et par le ministère de Maître Charles SEFEROGLOU, 86 478 actions d'une valeur nominale de 0,29€ chacune de la société FCS GROUPE ces actions n'ayant pas été réclamées à la suite d'avis publiés dans le journal LIBÉRATION en date du 3 mars 2022 et dans le journal La Croix le 6 juillet 2022 mettant en demeure les ayants droits de faire valoir leurs droits et les informant qu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date publique il sera procédé à la vente des titres en cause. Leur vente aura lieu en seul lot sur la **mise à prix de 2.105,74 euros, soit un montant 0,024 euros l'action.**

A défaut d'enchère, la mise à prix pourra être immédiatement baissée. Comme indiqué dans les avis publiés, le produit net de la vente des titres sera à la disposition des ayants droits sur un compte bloqué ouvert dans les livres d'un établissement de crédit pendant un délai de dix ans. A l'expiration du délai de dix ans, le produit net de la vente des actions sera tenu à leur disposition pendant vingt ans sur un compte bloqué à la Caisse des dépôts et consignations.

Seuls seront admis à enchérir les personnes qui auront déposé, préalablement à la vente et au plus tard le 26 mai 2025, entre les mains de la **SAS AUBANOT Aubagne** près le Tribunal Judiciaire de Marseillevey dementant l'activité de Napolon, 30 rue du plantier, 13400 AUBAGNE, réglé à titre de cautionnement égal à 20% du montant de la mise à prix, soit quatre cent vingt et un euros et quinze centimes (421,15 €), par virement, carte bancaire ou chèque à l'ordre de la SAS AUBANOT Aubagne.

La vente aura lieu par adjudication et aux enchères publiques et aux charges, clauses et conditions d'un cahier des charges déposé aux minutes de l'étude SAS AUBANOT.

Pour la publication de vos annonces légales et judiciaires
agence@ferrari.fr Tél. 01 42 96 05 50

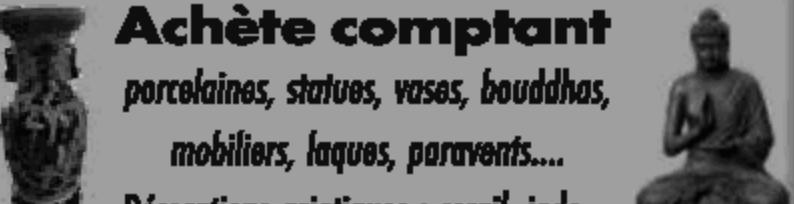
Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

ANTIQUAIRE EXPERT EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant
porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobiliers, laques, paravents....
Décorations asiatiques : corail, jade....

MAISON ALEXANDRA
06 15 02 23 98
Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures



ANTIQUITÉS STEVE

ACHÈTE Manteau de fourrure,
Meubles anciens, Pendules, Horloges, Carillons,
Montres à gousset ou poignet, Pièces de monnaie,
Bibelots, Vaisselle, Cartes postales, Livres, Machines
à coudre, Miroirs, Tableaux, Bronzes, Pâtes de verre,
Art asiatique, Violons, Bagagerie de luxe, Vieux vins,
Objets militaires, Disques vinyles, Postes de radio,
Etain, Cuivre et toutes vos antiquités...

128, rue La Boétie 75008
01 84 60 56 54 ou 07 85 56 51 90



75 PARIS

Constitution de société

Par ASSP en date du 05/02/2025, il a été constitué une SASU dénommée :

TMB

Siège social : 17 RUE SAINT-FIACRE 75002 PARIS 02 Capital : 1000 € Objet social : Revêtements de surfaces durs. Président : M MOHAMMAD Rash edul Hasan demeurant 114 BD EDOUARD VAILLANT 93300 AUBERVILLIERS élu pour une durée de 99 ans. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Clauses d'agrément : Les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du Président de la Société. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PARIS.

Votre journal

Libération

est habilité
pour toutes
**VOS ANNONCES
LÉGALES**
sur les
départements

75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail
legales-libe@teamedia.fr

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD

TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Métal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -
Ampis - Cellules - DJ
Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France
avec respect
des mesures sanitaires
en vigueur.

Réponse très rapide
PAIEMENT CASH



[www.libération.fr](http://www.liberation.fr)
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois
(spéciaux),
Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemania (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP: 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation:
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5495 MOYEN

4	5	9						
9		3			1	7		
1		7	6			5		
2	1	8	6		4			
9	3	5	2		7	8		
4	7	1	9	2				
3		4	1			2		
4		8			6			
	1	2	3					



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

4	7	1	5	9	8	2	3	6
5	3	4	2	8	6	7	9	1
6	7	8	5	9	1	2	4	3
8	1	6	9	4	7	3	5	2
3	4	5	6	2	8	1	7	9
9	2	7	1	3	5	6	8	4
1	6	2	8	5	9	4	3	7
7	5	9	3	1	4	8	2	6
4	8	3	7	6	2	9	1	5

DIFFICILE

			7					
2	4				7		1	
6	7	1			8	9		
5	3	4	8	6				
1	6	9		5	4	8		
3	7	1	6	9				
5	8				2	7		
3	9	2			1	8		
			9			4		

Retrouvez les derniers numéros de « Libération » et nos collectors sur notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

IDÉES /

«Le lac Léman est-il un être vivant?» A Lausanne, les «biorégionalistes» enquêtent

Pour trouver des solutions concrètes aux problèmes écologiques, il faut s'affranchir des limites administratives et réfléchir à l'échelle des écosystèmes locaux. Reportage à la frontière franco-suisse avec des pionniers de cette approche appliquée à des cours d'eau dégradés.

Par
NICOLAS CELNIK
 Photos
NIELS ACKERMANN.
LUNDI 13

C'est sous cette voûte que disparaît le Flon.» Le décor a tout d'une scène de crime: au bord d'une petite rivière, au fond d'un vallon que le soleil rechigne à visiter, avec pour seul horizon l'immense cheminée d'un incinérateur, face au gouffre d'un tout-à-l'égout qui exhale la fumée chaude des entrailles de la ville. La victime: le Flon, une rivière qui prend sa source à une petite dizaine de kilomètres au nord de la ville de Lausanne. Le crime: avoir modifié son lit, puis l'avoir recouvert sous des pelletées de gravats et de détritus pour le faire oublier - le Flon est aujourd'hui une rivière fantôme, évacuée honteusement de Lausanne lors de sa résurgence vers le lac Léman. On connaît ici le coupable: le développement urbain au XX^e siècle.

On a aussi un certain nombre d'idées sur le mobile: une conception de l'aménagement du territoire qui ne s'encombre pas d'idées sur l'écologie. Ce que cherche la quinzaine d'enquêteurs, en cet après-midi ensoleillé de janvier, en arpentant les environs de la rivière, c'est

à mieux comprendre «l'état de santé du bassin-versant». Pour cela, ils ont un outil: un «diagnostic biorégional du territoire», une méthode dérivée du biorégionalisme, courant de pensée qui appelle à réfléchir au territoire en fonction de ses caractéristiques écosystémiques. L'enjeu de l'enquête est donc de taille: définir les modes d'organisation et les institutions selon les réalités du terrain «naturel» plutôt qu'en vertu de frontières administratives tracées à coups de règle, comme celle qui sépare la Suisse et la France en plein milieu du lac Léman.

CONNAÎTRE LE CHEMIN DE L'EAU DE PLUIE

Né aux Etats-Unis dans le tumulte contre-culturel des années 1970, le biorégionalisme jouit aujourd'hui d'une forte actualité éditoriale en France (1). L'un des pères de la bio-région, Peter Berg (1937-2011), assurait qu'on ne découvre jamais mieux une biorégion qu'en marchant - ce que font les enquêteurs, qui remontent bientôt une série de cascades pour s'approcher de la source du Flon. La pratique de l'arpentage permet de répondre à quelques-unes des vingt questions d'un «quiz biorégional» proposé en 1981: connaître le chemin de l'eau de pluie à votre robinet, le type de sol sous vos pieds, les précipitations annuelles, les processus écologiques qui ont façonné les environs. «L'objet de ces enquêtes, c'est de mieux territorialiser les enjeux écologiques, explique Clémence Mathieu, paysagiste et artiste, membre du collectif Hydromondes. On peut avoir de grandes discussions sur les problèmes écologiques à l'échelle planétaire, mais les solutions sont spécifiques à chaque territoire.» Le collectif de chercheurs biorégionalistes français démarre une résidence de plusieurs années à Genève pour comprendre les dynamiques propres au bassin-versant du Léman - l'aire correspondant, à gros traits, au périmètre qui alimente le lac en eau.

Il y a des rivières enterrées sous la plupart des grandes villes, dont on a oublié l'existence, racontent les membres du collectif suisse Affluent, qui guident ce jour-là ceux de Hydromondes. Et de rappeler que la Bièvre, bétonnée sous Paris, a été excavée en aval, lorsqu'elle s'échappe de la capitale. «Le dérèglement climatique rend plus urgents les enjeux de l'eau, poursuivent-ils. Les rivières catalysent notre conception de ce qu'est l'eau sur un territoire, parce que c'est un objet simple: on voit de l'eau, et elle coule. Au travers du Flon, on parle d'autres objets urbanistiques plus abstraits: par exemple, là, nous sommes sur un

remblai principalement constitué de terres toxiques.» Creuser le sol n'aboutit pas toujours à des découvertes plaisantes. Les enquêteurs se tiennent, en effet, sur une butte d'une trentaine de mètres, au-dessus du vallon encaissé où serpente le Flon. Quelques blocs de glace s'agrippent aux moraines, des bouleaux et des pins éprouvés par l'hiver ont poussé à même les tas de molasse, la terre boueuse et verdâtre constituée de sédiments charriés par les glaciers voisins, qui a servi à édifier la cathédrale de Lausanne. En haut de la butte: l'usine de Tridel, un incinérateur flamboyant neuf. Sous les pieds

de l'usine: des terres constituées, pour bonne part, des cendres de l'ancien incinérateur, dont il ne reste que quelques ruines en aval du Flon. En témoignent les panneaux de la ville qui alertent sur la contamination à la dioxine, et les coupures de presse placardées sur un grillage qui présentent le quartier du Vallon comme «l'éternel gouffre à ordures de Lausanne».

«CHERCHER LES POINTS CLÉS»

Cette histoire de désindustrialisation est mal connue des nouveaux arrivants qui gentrifient le quartier. Les membres d'Affluent se sont donc mis en tête de «reconstruire» la rivière - autrement dit, de lui dessiner un nouveau parcours artificiel pour qu'elle traverse à nouveau la ville. Une manière, avancent-ils, de «poser la question de ce qu'est la distinction entre nature et culture autour d'un cas pratique», tout en proposant des mesures pour éviter que l'initiative ne devienne un énième exemple de «gentrification verte».

Pour l'ethnologue Marin Schaffner, l'une des voix de la bio-région en France, l'enjeu de ces enquêtes est «de prendre au sérieux la question: le bassin-versant du Léman est-il un être vivant? Quel est l'état de santé des eaux du Léman? Où est son cœur?» Comprendre le territoire, explique-t-il, c'est un peu «faire de l'acupuncture». Autrement dit: repérer les noeuds où se concentrent les enjeux les plus urgents, afin de «dégager des clés d'orientation pour habiter la Terre de façon véritablement écologique».

Face à la complexité des territoires et des interactions entre les êtres vivants qui les peuplent, les aménageurs fantasment un système d'information géographique (SIG) omniscient, une sorte de double numérique du monde où toutes les informations seraient consignées sous forme de carte. Les biorégionalistes font le pari inverse: «Il est impossible de tout connaître exhaustivement, observe Clémence



Clémence Mathieu et Clément Novaro, de Hydromondes.



Le Flon, près de l'usine Tridel, le 17 janvier.



Le quartier du Flon, à Lausanne, situé sur le cours comblé de la rivière.

Mathieu. Alors il vaut mieux chercher les points clés, les endroits qui synthétisent le mieux les différents éléments que nous étudions, qu'il s'agisse de dynamiques hydrographiques, de solidarités sur le territoire, du réseau sociotechnique ou des mythologies propres à un lieu.»

CHÂTEAU D'EAU DE L'EUROPE

Les mythologies qui s'entrecroisent à un autre de ces points d'acupuncture, lors d'un arpantage sur l'Arve, un affluent du Rhône qu'il rejoint près de Genève, sont coriaces : de part et d'autre d'un pont routier, il y a la frontière entre la France et la Suisse ; sous ce château d'eau de l'Europe, le Cern creuse ses tunnels à la recherche du boson de Higgs ; à quelques centaines de mètres en amont, une station d'épuration Suisse, qui retraite les eaux françaises (déjà passées par les soins d'une station française) pour les adapter aux normes helvètes ; en aval, une prise d'eau pour les

besoins de l'agriculture. Pris au sérieux, le biorégionalisme nous amènerait à proposer d'autres institutions, capables d'enjamber cette frontière et ses normes qui imposent de traiter deux fois la

«On peut avoir de grandes discussions sur les problèmes écologiques à l'échelle planétaire, mais les solutions sont spécifiques à chaque territoire.»

Clémence Mathieu membre du collectif Hydromondes

même eau. Pour les faire advenir, les biorégionalistes cherchent «les bons endroits ou les bonnes situations à valoriser pour accompagner les habitants d'un territoire à prendre en charge leur organisation politique», précise Marin Schaffner. Pour l'heure, les leviers qu'actionne Hydromondes sont de l'ordre de l'éducation populaire : après le travail de terrain, le collectif d'artistes et de chercheurs organise des restitutions sous forme d'expositions, de cartes sensibles annotées, de croquis explicatifs du paysage. Charge aux «communautés habitantes» (c'est ainsi qu'on appelle les citoyens en langage biorégional, en désignant aussi le reste du monde vivant) de s'organiser par elles-mêmes pour modifier les pratiques agricoles, activer des luttes sociales et s'entendre sur des désirs communs.

Clément Novaro, architecte et membre de Hydromondes, détaille : «Si nous sommes peu amenés à nous demander comment nous souhai-

tons faire de la politique, c'est parce que nous manquons d'espaces et de rituels dédiés à ces assemblées populaires. Nos représentations cartographiques forment une base pour tester des processus de démocratie de l'eau.» Gilles Mulhauser, directeur général de l'office cantonal de l'eau de Genève, ne dit pas autre chose lorsqu'il assure qu'«aujourd'hui, il vaut mieux une bonne pièce de théâtre qui imagine ce qu'il se passerait lors d'une crue millénale qu'un énième document protocolaire sur le sujet».

HORIZONS ENTHOUSIASMANTS

Le collectif Hydromondes s'est déjà livré à des diagnostics biorégionaux dans le territoire du bassin d'Uzès (Gard) et le long du Rhône. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la résidence dans le Léman est née des «Parlements du Rhône», eux-mêmes inspirés par la Convention citoyenne sur le climat : les biorégionalistes ont été déçus par cette

dernière. Le recul d'Emmanuel Macron sur les propositions des cent cinquante citoyens tirés au sort montre, pour eux, qu'une institution alternative ne saurait être pilotée par un pouvoir peu soucieux du vivant.

Les deux arpentages, le long du Flon et de l'Arve, ouvrent deux horizons enthousiasmants. La prochaine étape consiste à trouver des espaces de discussion entre des acteurs aux intérêts divergents, comme les industries chimiques et les distributeurs d'eau potable. Une autre paire de manches. Mais, cette fois, les communautés des territoires sont outillées pour participer à la discussion. ▶

(1) *Faire que ! L'engagement politique à l'ère de l'inouï*, par Alain Deneault (Lux, 2024) ; *Qu'est-ce qu'une biorégion ?* par Marin Schaffner et Mathias Rollot (Wildproject, 2024) ; *Réhabiter le monde. Pour une politique des biorégions*, par Agnès Sinaï, («Anthropocène», Seuil, 2023).



Avec la malbouffe, 2,5 milliards d'humains sont «en surpoids». Ici, le Géant Casino de Valence, fermé en 2024. N. GUYONNET/HANS LUCAS

Les pieds dans le plat de l'agrobusiness

La présidente de Foodwatch publie chez Payot une grande synthèse de ses combats des quinze dernières années sur les dérives du système agroalimentaire et fournit quelques joyeuses solutions pour les mater.

Par
MARIE-ÈVE LACASSE

Quand vous allez au supermarché pour faire vos courses, savez-vous vraiment ce que vous achetez, et pourquoi vous en payez le prix? Karine Jacquemart, la présidente de Foodwatch depuis 2015, elle, le sait. Et cela la fâche énormément. «*Je suis en colère*», c'est d'ailleurs l'incipit de son livre, *les Dangers de notre alimentation*, qui paraît ces jours-ci chez Payot. Son association, connue pour avoir révélé un grand nombre de scandales dans notre alimentation (nitrites dans la charcuterie, fraude aux eaux minérales Nestlé, dangers de l'aspartame, sucre caché dans le lait maternisé, shrinkflation...), a réussi, avec peu d'effectifs (onze salariés seulement), à terroriser les géants de l'agrobusiness en pratiquant le «name and shame», c'est à dire en dénonçant publiquement leurs pratiques frauduleuses. Son livre revient sur une décennie d'enquêtes, dont plusieurs récentes (glyphosate, Nutriscore, Pfas) avec, cette fois, un certain recul, et une envie de comprendre: pourquoi diable ces marques se complaisent-elles à nous rouler dans la farine?

Pour y voir clair, Karine Jacquemart, passée aussi par Action contre la faim et Greenpeace, va à la source des symptômes. C'est son expé-

EN HAUT DE LA PILE

rience de militante qui donne la densité au livre. Derrière tous ces combats, elle analyse la puissance des lobbys, le chantage à l'emploi et le «vous savez que l'industrie alimentaire a un poids économique considérable», brandis systématiquement comme des arguments indépassables. La nourriture, ce nerf de la guerre, est devenue un objet contradictoire, entre nécessité et méfiance; et le supermarché, lieu apparemment démocratique où il y en aurait pour tous les goûts et budgets, une forme d'usine à inégalités

ON PEUT FAIRE MIEUX

Karine Jacquemart l'écrit : «43% de la population adulte sur terre» est «en surpoids», soit 2,5 milliards d'humains. Un taux multiplié par deux depuis 1990. En France, pays supposé de la gastronomie, «une personne sur trois n'a pas accès à une alimentation saine en quantité suffisante pour manger trois fois par jour». Pourquoi? Parce que pour bien manger, il faut en avoir les moyens: «Plus d'un tiers des apports caloriques journaliers des Français viendrait d'aliments ultra-transformés», sans oublier que les marges excessives des distributeurs se font sur les rayons les plus sains, comme les fruits et légumes, et le

bio. Un deux poids deux mesures qui exaspère l'autrice. Elle en vient à prouver que nous payons trois fois notre nourriture. Une première fois pour payer les produits que nous choisissons, une deuxième avec l'impôt pour «subventionner les programmes de soutien à l'agriculture intensive», et une troisième pour assurer les coûts de santé relatifs à la malbouffe et aux pesticides, et toutes les maladies que cela entraîne. Pour tous ceux et celles qui ne peuvent pas se nourrir convenablement et sont réduits à recevoir des colis alimentaires, la présidente de Foodwatch rappelle que la défiscalisation des dons, qui enrichit les distributeurs et encourage le gaspillage (16% des denrées distribuées à des associations par les supermarchés finissent à la poubelle) est loin d'être la meilleure solution. On peut faire mieux. La «Sécurité sociale de l'alimentation» (SSA) permettrait que «tous-tes les adhérent-es d'une caisse contribuent proportionnellement à leurs moyens au budget commun, ce qui permet d'octroyer à chacun·e un crédit mensuel (en théorie de 150 euros) sur une carte de SSA». La liste des actions est longue: Voter. S'engager dans des associations. Participer à des Amap. S'intéresser au réseau Vrac (qui développe des groupements d'achats dans les quartiers

précaires de plusieurs villes). Elle cite des dizaines d'associations aux quatre coins de la France, épiceries solidaires, cafés associatifs et économie en monnaie locale, qui permet d'acheter directement aux producteurs.

«RÉGIME TOTALITAIRE»

Or, et c'est là que la militante démontre son expérience, revendiquer une alimentation saine et accessible pour tous ne se fait pas sans crainte. Militer est devenu dangereux, car la lutte est réprimée. Les groupes qui dénoncent les pratiques abusives sont sanctionnés (comme lorsque Christophe Castaner a créé, en 2019, la cellule Demeter au sein de la gendarmerie, sous pression de la FNSEA, pour «défendre» les agriculteurs contre les méchants éco-terroristes). Karine Jacquemart n'hésite pas à parler de «régime totalitaire» qui serait conciliant avec les manifestations d'agriculteurs et particulièrement violente contre les écologistes. Malgré ces craintes, elle appelle joyeusement à l'insurrection populaire.

On ne la remerciera jamais assez de dire (et en écriture inclusive, merci) que le wokisme, s'il est «décrié par certains comme une idéologie dangereuse de bobos fous radicaux, n'est en fait ni plus ni moins que la volonté de défendre les droits humains les plus fondamentaux». Cyril Hanouna appréciera. C'est d'autant plus important de militer que, parfois, ces luttes paient: Notre-Dame-des-Landes, Sivens et l'A69, voilà des exemples de résistances fructueuses. Les dernières pages, les plus réjouissantes du livre, nous font découvrir un florilège d'artistes, danseuses, militantes qui mêlent engagement et art pour faire de leur vie de luttes quelque chose de subversif et de drôle – car les révoltes, comme l'écrit l'autrice et réalisatrice féministe Iris Brey, «sont joyeuses et même si elles sont imprégnées de douleur et de colère, je trouve qu'on rit beaucoup.» ▶



LES DANGERS DE NOTRE ALIMENTATION
KARINE JACQUEMART
Payot, 288 pp., 19,90 €

IDÉES /

La communauté gay se porte bien, merci pour elle

En réponse à la tribune de l'écrivain Erik Rémès, qui déplorait une fraternité homosexuelle «démantibulée» par le chemsex et les applications aux corps sans visage, quatre jeunes militants lui opposent la réalité d'un engagement renouvelé et innovant dans les luttes LGBT+.

La communauté gay n'est plus ce qu'elle était. C'est vrai. Mais cela ne veut pas dire qu'elle était mieux avant. Jeunes militants homosexuels engagés dans les luttes LGBTQ+, nous souhaitons célébrer une communauté renouvelée, prête à mener les combats, intergénérationnelle et surtout innovante dans la lutte. Notre communauté est d'ailleurs plurielle, elle ne se limite pas aux personnes gays. Les personnes transgenres, les personnes racisées et les lesbiennes constituent, depuis les émeutes de Stonewall aux années sombres du sida, jusqu'à nos jours, le fer de lance de nos combats. Nous les commémorons et entretenons ces liens, car c'est dans la pluralité que se trouvent notre force et le sens même de communauté. Elle s'auto-organise en créant des marches des fiertés en banlieue, comme à Saint-Denis ou à la Courneuve, avec la Pride des banlieues, en zones rurales, avec la Pride des campagnes à Chene-

velles (Vienne), en outre-mer comme sur l'île de la Réunion ou encore en Martinique. Des nouvelles marches rappellent que la lutte n'est pas finie et que dans chaque territoire les enjeux, certes différents, se complètent. Partout en France, les artistes drags se mobilisent dans la lutte contre le VIH avec le Sidragtion, en collectant des dons dans la rue, et en organisant des événements festifs. En mars 2024, dans 18 villes de France, 350 drags collectaient 54 000 euros en un week-end. Dans cette action, elles et ils rappellent la prévention auprès d'un public jeune qui les suit, mais aussi auprès d'inconnus lors de maraudes.

Une communauté vivante

Vivre, c'est aussi faire la fête, et les espaces festifs communautaires s'organisent en soutien à d'autres luttes. L'année passée, la Jeudi OK a collecté plus de 7000 euros en une soirée pour soutenir le peuple palestinien. Cette soirée composée d'artistes gay, lesbiennes, trans, queer a prouvé que l'ensemble de la communauté se mobilise, trouve et donne de la force ! Elle était là, comme avec le collectif les Inverti-e-s pour organiser des cortèges pendant la réforme des retraites, rappeler la convergence des luttes et les impacts sociaux de cette réforme sur les personnes LGBTQ+. Nous étions là après la dissolution pour tracter, coller des affiches, lutter et plus largement mobiliser contre un péril plus grand : l'extrême droite et sa haine. Ce ne sont que quelques exemples de cette communauté vivante pleine d'initiatives. Ce tour d'horizon dissipe instantanément le pessimisme qui entoure souvent les discours sur les gays, comme celui tenu par l'auteur Erik Rémès dans les colonnes de *Libération*, le 16 février. Nous ne pouvons plus entendre ces complaintes qui, sans voir tout ce que nous faisons et inventons, se contentent de jeter en pâture l'intime de notre communauté, de déplorer qu'elle ne soit pas à la hauteur, en fantasmat les luttes passées, celles d'une période où nous perdions

liberté précieuse : celle de s'affranchir des normes du couple et de tisser des liens au sein d'une communauté souvent contrainte à la discréction. Elle devient un outil de rencontre et de découverte. Mais cette liberté a un prix : une course effrénée à la performance, une mise en concurrence permanente de nos corps, une dérégulation de notre intimité au détriment de tout véritable attachement.

Faire encore plus et mieux

C'est le prix du capitalisme, qui s'immisce chaque jour insidieusement dans nos vies et cherche à briser les liens de solidarité et de collectifs pour nous renvoyer à nos solitudes. Mais la communauté ne meurt pas, elle résiste, elle vit. Nos collectifs sont à pied d'œuvre pour défendre nos droits et repolitiser des espaces qui succombait au mercantilisme et au *pinkwashing*, ce moyen pour des grandes entreprises ou des institutions de s'acheter un masque d'inclusivité sans s'intéresser réellement aux problématiques des personnes LGBTQ+.

Si nous sommes aujourd'hui plus visibles, nos peurs, nos stigmates, nos faiblesses, et nos incertitudes le sont aussi. Le chemsex a ainsi fait une percée fracassante avec le confinement lié à la pandémie de Covid-19. Bien sûr, il existe un usage récréatif des drogues, qui

serait plus sûr s'il s'accompagnait de politiques de réductions des risques par les pouvoirs publics, sans stigmatiser les consommateurs. La communauté y joue déjà pleinement son rôle, avec des associations agissant au quotidien sur le terrain. Quelles que soient les raisons, les drogues, dont l'alcool, sont souvent un substitut pour échapper aux violences, aux agressions, aux discriminations.

Face à la montée de l'extrême droite partout dans le monde, nous devons faire encore plus et mieux. Ce combat de tous les jours est difficile, avec parfois des défaites amères. Mais ne nous laissons pas distraire par le dernier râle de ce vieux monde.

Lorsque nous gagnons, nos cris de joie réchauffent les coeurs et donnent la force de continuer. Nous connaissons le sentiment de solitude, nous l'avons expérimenté longuement. Nous ne blâmons pas les autres pour ce ressenti. Nous ne sommes pas seul-es. Unis par nos solitudes, nous cherchons tous à nous en libérer, sans se heurter. Nous resterons sur le terrain pour lutter, créer de nouveaux lieux de fêtes et de nouveaux liens : célébrer, danser, s'aimer et riposter, ensemble dans les associations, les collectifs et les forces vives de mobilisations. Ne restons pas prisonniers de nos solitudes, investissons nos communautés. ▶

SIGNÉ COCO



Par
MATHIEU KERBOUCHE, JEAN-BAPTISTE LACHENAL, GUILLAUME RAMOND et EMILY TANTE drag-queen, militants LGBT+

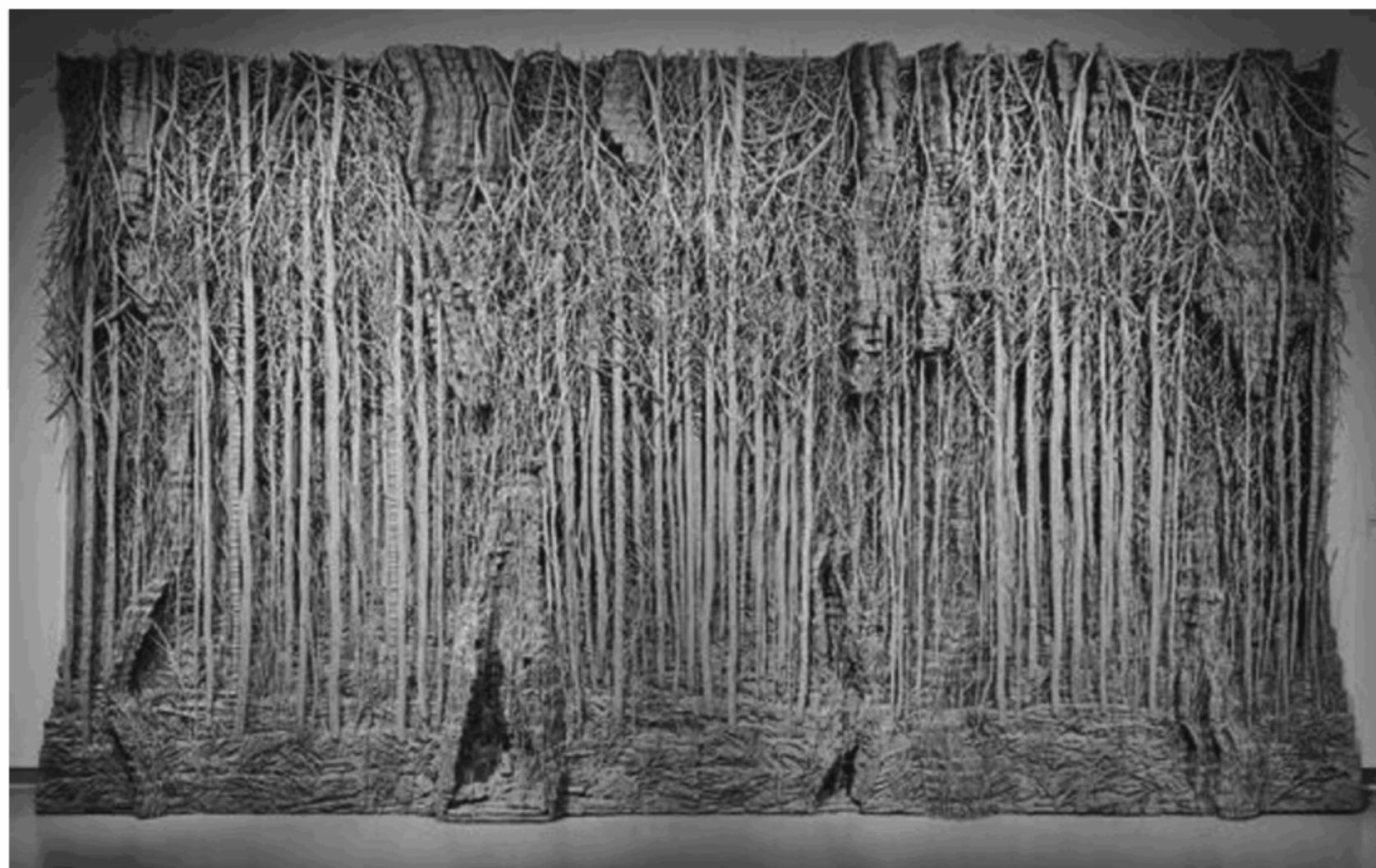


PHOTO CAROLINE CAMUS CAPLAIN

«LA FORêt» D'eva Jospin (2024) AUDE CHAUFOURIER, RÉGISSEUSE D'ŒUVRE

«La Forêt d'Eva Jospin vient tout juste d'entrer dans les collections. Ces cinq panneaux en carton finement ajourés m'ont posé un défi en matière de conditionnement !

Au centre Pompidou, on fait face quotidiennement à des défis incroyables, chaque matériau a sa fragilité. Nous sommes 17 régisseurs d'œuvres, c'est le plus gros

service internalisé de régie en France, devant le Louvre. Nous avons la charge du mouvement des œuvres, de leur transport et de leur emballage, il faut sans cesse imagi-

CULTURE/

ner des solutions. Pour le déménagement des collections, nous écrivons une partition en espérant la jouer le mieux possible jusqu'au bout mais les imprévus sont inévitables.

«Les premiers grutages des œuvres hors normes sont prévus au mois de juin : il va par exemple falloir démanteler l'«aquarium» d'Anselm Kiefer et le passer par une fenêtre. Même chose pour le *Jardin d'hiver* de Dubuffet qui avait été construit sur place. Quant au *Container Zéro* de Jean-Pierre Raynaud créé lui aussi in situ, nous sommes en train d'étudier une solution pour le conserver sur place durant les travaux. 120 000 œuvres sont actuellement conservées au centre Pompidou et

doivent être déménagées dans nos réserves dans le nord de la capitale et dans des lieux que nous gardons secrets, puis dans notre futur centre à Massy à partir de 2026. Dans les mois qui viennent je dois organiser le transit des 3 000 œuvres issues de la réserve tampon du niveau -2,

mais aussi le transport pour nos premières grandes expos hors de Beaubourg : «Georges Mathieu» à la Monnaie de Paris et «Niki de Saint Phalle, Jean Tinguely, Pontus Hultén»

qui ouvre le 20 juin au Grand Palais. Il y a notamment cette œuvre monstre de Tinguely qui nécessite 22 caisses et 4 semi-remorques, avec tout un petit bazar à faire fonctionner. La pièce s'appelle *l'Enfer, un petit début.*»



DR

Dans les cartons du centre Pompidou

Emballeur ou ex-directeur, six «pompidoliens» racontent leur attachement à une œuvre et au lieu qui ferme bientôt pour cinq ans.

Par SONYA FAURE et CLAIRE MOULÈNE

A près la Bibliothèque publique d'information la semaine dernière, c'est au tour des collections permanentes du centre Pompidou de fermer leurs portes pour cinq ans le 12 mars après trois jours de festivités. Si Beaubourg continue d'accueillir des expositions temporaires jusqu'à la rentrée (Suzanne Valadon, Paris noir ou Wolfgang Tillmans), et entame d'ores et déjà sa tournée des grands-duc – à travers le programme «Constellation» qui permet pendant les travaux d'essaimer ses œuvres du Grand Palais

au centre Pompidou-Metz en passant par quantité de musées en France ou à l'étranger, c'est une étape marquante (et émouvante) de sa fermeture progressive. Libé laisse la parole à quelques-uns des 86 joyeux «pompidoliens», agents du centre, anciens directeurs ou conservateurs qui, aux côtés d'artistes comme Orlan, Alain Séchas ou Clément Cogitore, nous inviteront à redécouvrir tout le week-end chefs-d'œuvre et trésors moins connus de leur fabuleuse collection d'art moderne et contemporain. ▶

«ESPRITS DE PARIS» DE MIKE KELLEY ET SCANNER (2002) NICOLAS BALLET, ATTACHÉ DE CONSERVATION AU SERVICE NOUVEAUX MÉDIAS



«Cette œuvre de Mike Kelley et Scanner a été commandée au début des années 2000 par Christine Van Assche, conservatrice en chef du service des «nouveaux médias» d'alors, à l'occasion de l'exposition «Sonic Process, une nouvelle géographie des sons». Le centre Pompidou a fini par l'acquérir en 2024. [...] L'installation immersive articule la projection d'un clip dont les danseurs sont filmés en caméra thermique révélant au verso, en noir et blanc, des présences fantomatiques. A cela s'ajoutent douze moniteurs qui enregistrent des plans fixes à Paris – la tombe d'Allan Kardec au Père-Lachaise, l'ancien domicile de Jim Morrison... Depuis que je suis arrivé, en 2021, je m'occupe du cycle «Vidéo et après» dans lequel nous invitons artistes et chercheurs pour des projections ou des séances d'écoute. Comme l'an dernier autour du groupe Destroy All Monsters de Mike Kelley en écho à la rétrospective que lui consacrait la Bourse de Commerce.»



PHOTO CENTRE POMPIDOU



PHOTO STUDIO PHOTO2

«RYTHME, JOIE DE VIVRE» DE ROBERT DELAUNAY (1930) CLÉMENTINE WYKA-DURY, CHEFFE DU SERVICE DE L'ACHAT PUBLIC



«Cette peinture de Robert Delaunay avec son drôle de sous-titre – «joie de vivre», même si elle date de 1930 –, je la connais sans la connaître. Mais je peux vous dire tout ce qu'il y a au-

tour. C'est ça aussi un musée. Qui a encadré le tableau, qui l'a éclairé, quel graphiste a conçu le cartel, qui régit les normes d'hygrométrie dans les salles d'exposition. Car tout cela relève de ce qu'on appelle les marchés publics dont j'ai la charge au sein du service de l'achat public, à la direction juridique et financière. Depuis deux ans nous préparons ce déménagement d'une ampleur exceptionnelle : nous avons défini des lots en fonction des typologies de transfert à effectuer, les œuvres d'art bien sûr, mais aussi les équipements techniques ou le mobilier [...]. Nous sommes attentifs au réemploi et à la valorisation car ce qu'on appelle le tamponnage des œuvres, la caisserie ou les emballages carton, «génèrent beaucoup de déchets.»



CENTRE POMPIDOU

**«PEINTURE 200×220 CM, 22 AVRIL 2002» DE SOULAGES
ALFRED PACQUEMENT, DIRECTEUR DU MUSÉE ENTRE 2000 ET 2013**



DR

«Beaucoup d'œuvres m'ont accompagné durant les treize années que j'ai passées à la tête du musée. J'aurais pu choisir Ellsworth Kelly ou Simon Hantaï mais Soulages s'est imposé à moi. Cette œuvre est tout à fait unique, sans équivalent, elle superpose un tableau mince, travaillé avec un jus brun appliquée de façon très douce complétée par des lignes au pastel horizontales qui créent une structure rappelant le langage de l'art minimal, et, dessous, un autre tableau en noir et blanc.

«Depuis l'ouverture du centre Pompidou il y a près de cinquante ans, la collection s'est transformée de façon spectaculaire. Elle a intégré de nouveaux enjeux en termes de représentations, d'ouverture au monde. En 2012 par exemple, j'ai soutenu un accrochage 100% féminin des collections avec "Elles@centrepompidou", sous la direction de Camille Morineau et Cécile Debray. Aujourd'hui, cette collection n'a pas d'équivalent au monde, celle du MoMA est considérable aussi, mais elle est davantage ciblée sur les chefs-d'œuvre. Et même si le paysage culturel s'est élargi avec l'apparition, ces dernières années, des grandes fondations, nous ne pouvons être concurrencés. La fermeture est dure à avaler mais il s'agit d'une collection nationale, qui n'appartient donc pas au seul centre Pompidou, et pendant cinq ans on la retrouve



PHOTO CENTRE POMPIDOU

**«TWO TIMES» D'ILYA ET EMILIA KABAKOV (2020)
PIERRE HOUDLINE, SERVICE DE MÉDIATION CULTURELLE**

«Il y a quelques mois encore je ne connaissais pas ce couple d'artistes nés en Ukraine. Dans cette œuvre monumentale qui ne se livre pas immédiatement, des fragments, comme déchirés, d'œuvres baroques se mêlent à des images de propagande soviétique, dans ce qui ressemble à un collage. En réalité tout est peint. Depuis quelques semaines, elle est devenue pour moi une œuvre refuge. J'y viens régulièrement, je la regarde : tiens est-ce que je n'aurais pas raté un détail ? Sans doute parce qu'elle

est accueillante avec sa forme d'abside d'église, parce qu'elle est baignée de musique, mais surtout parce qu'elle fait appel à ma mémoire.

«Je suis né en Haute-Vienne, à Saint-Junien. Une petite ville bercée par l'idéologie communiste depuis un siècle mais qui, tous les sept ans, lors des Ostensions, se rassemble pour célébrer les reliques qu'on sort des églises. L'œuvre des Kabakov m'évoque cette histoire-là, très personnelle. Un jour, vous entrez dans une salle de musée, et vous êtes cueilli. C'est

d'ailleurs nos métiers, dans la médiation culturelle : comment créer les conditions pour que le public s'approprie les œuvres ? Fermer pendant cinq ans, c'est certes perturbant... mais si je suis venu au centre Pompidou, il y a un an, c'est justement parce qu'il ferma ! Nous continuerons à faire de la médiation au Grand Palais, qui va accueillir les expositions de Pompidou, ou dans le futur musée de Massy (Essonne). Vivre dans un musée fermé, c'est aussi l'occasion formidable d'imaginer ce que sera le centre Pompidou à l'avenir. Vu la rapidité où vont les choses, comment fera-t-on de la médiation en 2030 ?»

«LE MUR DE L'ATELIER D'ANDRÉ BRETON»

FRANCK BUISSON, RESPONSABLE DE L'ATELIER EMBALLAGE

«Cette œuvre, qui accumule 255 objets [tableaux de Picasso ou de Miró, sécrétions naturelles, dents de requins, collection de papillons, crâne humain, sculpture africaine, ndlr], j'ai été la chercher moi-même dans l'appartement d'André Breton, rue Fontaine à Paris (IX^e arrondissement), il y a vingt-trois ans. Nous étions deux pour tout emballer, ça nous a pris deux semaines, on a rempli 50 cartons. Chaque détail devait être répertorié et Aube Breton-Elléouët, la fille d'André Breton, tentait de se souvenir de la provenance de chacun de ces objets... Ce mur, c'est un mélange de cultures : vous avez repéré les lunettes de neige inuites en ivoire, avec une toute petite fente pour se protéger du soleil ? Et l'animal empaillé, là ?

«Pour un emballeur ce "Mur de l'atelier d'André Breton", c'est une sacrée pièce ! J'ai

maintenant 55 ans et dans les prochains jours, je vais la voir se faire empaqueter à nouveau et partir vers le centre Pompidou-Metz pour un an. En matière de transport aussi, chaque pièce est unique. Pas question de mettre les ossements avec les sculptures : il y a des démarches de douanes particulières pour les restes humains comme pour les matières animales – comme un chien naturalisé que vous voyez, là, par exemple. Les petits objets sont placés dans des écrins qui épousent leur forme, moulés dans de la mousse de polyuréthane. Pour chaque objet, il faut trouver ses "points forts" pour positionner le calage. Les tableaux, eux, doivent voyager plutôt à champ, à la verticale, pour ne pas déformer la toile. On n'est pas si nombreux à pouvoir toucher les œuvres comme moi. Je sais que je fais des envieux.»



DR



PHOTO CENTRE POMPIDOU

CULTURE/

Tarik Azzouz apporte ses pairs à l'édifice

Après des années à composer des instrus pour des poids lourds français et américains depuis le sous-sol de la maison familiale, le producteur convie treize rappeurs et chanteurs francophones sur son premier album.

Tout ce temps, il était là, presque sous nos yeux, à quelques encablures. On a pourtant cru l'apercevoir dans les coulisses clinquantes de l'industrie musicale américaine, l'a imaginé tailler la bavette avec des poids lourds du rap d'outre-Atlantique tels que Jay-Z ou Rick Ross, siroter des cocktails sur le yacht de DJ Khaled. Pourtant, c'est un diabolo fraise que Tarik Azzouz commande dans ce petit établissement de la capitale, pas dépayssé pour un sou puisqu'il n'a en fait jamais vraiment bougé de la région parisienne. Certes, le producteur français est, depuis dix ans, considéré comme le compositeur de rap étant parvenu à percer durablement le marché états-unien, fait rarissime voire unique dans l'histoire hexagonale du genre. Il se rend bien là-bas deux ou trois semaines par an, mais c'est tout.

Le reste du temps, il est chez lui, à Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis, ou chez ses parents, dans le même quartier. «Avant, on habitait à Bondy, rembobine-t-il. Puis, ils ont construit une maison à Aulnay en 2000, à côté de la gare. J'avais 10 ans. Ils y habitent toujours et mon studio est au sous-sol. C'est là que j'ai commencé la musique, et ça continue.» Les murs sont tapissés de disques d'or et de certifications de ventes faramineuses. «Ça donne des situations très marrantes puisque mes parents ne connaissent pas les rappeurs. Alors, quand ils voient des grands noms comme Dinos, Vald ou La Fève entrer chez eux, ils ne sont pas impressionnés. Ils leur demandent ce qu'ils font dans la vie, ce qu'ils jouent comme musique.» Son père électricien a un petit établi et pas mal de bordel juste à côté. Ils entendent absolument tout ce qui se passe dans le petit antre. «Ma mère a écouté des tonnes de morceaux de DJ Khaled en avant-première», raconte-t-il en riant.

Conquête tranquille. Drôle de profil donc que ce Tarik Azzouz, respecté par ses pairs des deux continents, qui a fait un sacré beau voyage musical, mais qui, comme Ulysse, est retourné, plein d'usage et de raison, vivre entre ses parents le reste de son âge. A 35 ans et malgré son statut de ponte, il n'a aucune envie de quitter la Seine-Saint-Denis, vient d'ailleurs de publier son premier album, intitulé *Chaque Jour*, sur lequel il invite treize rappeurs et chanteurs francophones, entérinant sa conquête tranquille du rap local. «Je crois qu'en France, beaucoup de gens se disaient : "Lui, il travaille avec Jay-Z, il n'a pas



Pour *Chaque Jour*, Tarik Azzouz a collaboré avec La Fève ou Prince Waly. UNIVERSAL

le temps pour nous." Ça a pu me desservir, dans un sens.» Le déclic survient le 11 mai 2023. Lors de la première cérémonie des Flammes, équivalent des Victoires de la musique version rap et musiques affiliées, il monte sur l'estrade pour recevoir le prix du compositeur de l'année. «J'ai adoré le show, se souvient-il. J'ai vu Shay sur scène, Kalash, Monsieur Nov... Je me suis dit que j'étais fan de ces gens-là mais que je ne travaillais jamais avec eux. Ça m'a fait quelque chose, c'était beau. En fait, j'avais envie d'en être.» D'un caractère très affable, il a un regard presque enfantin – sûrement les effets du diabolo

fraise – et est sacrément humble pour quelqu'un qui a remporté en 2020 le Grammy Award de la meilleure performance rap mélodique pour le morceau *Higher* de DJ Khaled, entre autres honneurs. Sa famille, originaire de la petite ville côtière de Ghazaouet dans l'ouest de l'Algérie, n'est pourtant pas plus musicienne que ça, même si la variété française résonnait fort dans la voiture maternelle et qu'Oum Kalthoum ou le rai faisaient partie du paysage sonore.

C'est par le piano et par hasard qu'il est venu à la musique. «A 12 ans, j'accompagne un pote à sa première leçon de piano parce que ça le

gonflait d'y aller. Je suis tombé amoureux de cet instrument et de la musique classique.» Son professeur, un certain Raphaël Italiano, l'encourage à persévérer, lui met Beethoven, Bach et Mozart entre les doigts et n'a pas à le forcer pour qu'il passe cinq heures par jour à s'améliorer. «L'époque romantique m'a fasciné, les sonates, les transcriptions des symphonies de Beethoven par Franz Liszt, notamment la cinquième... Et puis Rachmaninov, qui reste mon compositeur préféré à ce jour.» Aujourd'hui, il vit à 100 mètres de la petite école de musique qui l'a vu débuter.

Titre épique. Le rap a toujours été présent dans sa vie. La production, elle, arrive plus tard, pour des rappeurs belges d'abord, puis en connectant à distance avec un certain Streetrunner, beatmaker américain vivant à Miami et à qui Tarik Azzouz rend visite en 2014 pendant deux mois. «Au bout de deux semaines, j'avais déjà le mal du pays. Mais puisque ça fonctionnait, puisqu'on avait compris qu'on pouvait travailler plus régulièrement ensemble, ça a été un tournant. J'étais en mission. A mon retour à Paris, après avoir quitté les palmiers et le beau temps, un pote est venu me chercher sous la flotte dans sa vieille 206. J'étais heureux comme jamais.» L'année suivante, il place, avec Streetrunner, sa première grosse instru pour un monstre du rap américain, Lil Wayne, qui la transforme en *Street Chains*, un titre épique et massif.

Les succès suivent, mais le contexte ne change pas, si ce n'est une passion nouvelle pour la cuisine, les poissons crus et les viandes qui cuisent «huit heures à 80°C». Il l'assure, avec un unique et bref élan de fierté : «Mes amis ne m'ont jamais fait changer de statut. Ils ont continué de me charrier, ne m'ont pas mis sur un piédestal. On se connaît depuis le CM2. J'ai sorti un morceau avec Jay-Z? Super, tout le monde est content. Et basta.»

Pour son premier album, il a choisi quelques rappeurs français avec qui il avait déjà collaboré, notamment La Fève, pour lequel il avait déjà commis plusieurs instrus de l'album *24*, et ouvert de nouvelles coopérations. La plupart des convives sont réputés pour leurs socles de valeurs, à l'image de Prince Waly ou de Kalash Criminel. «J'ai besoin de ça pour travailler avec quelqu'un. Quand je vois Tia-kola se lever et proposer à quelqu'un qui n'a pas de chaise de s'asseoir à sa place alors qu'il est la seule star dans la pièce, on parle la même langue. C'est déjà bien chez un humain entre guillemets lambda, mais chez une personne connue qui pourrait péter un plomb, ça dit beaucoup de choses.» A l'avenir, il aimera travailler à la fois dans le rap américain et le rap français, sans quitter le sous-sol parental, ce cocon terre à terre et chaleureux qui l'a vu débuter. Et qui devrait, encore et encore, le voir grandir.

BRICE MICLET

TARIK AZZOUZ *CHAQUE JOUR* (Universal).



Helena Ros Redon et
Marta Torrella i Martinez.
PHOTO CLAUDIA TORRENTS.

Tarta Relena, reines de chœur

Le duo catalan avant-gardiste multiplie les expérimentations et pioche dans un répertoire de chansons traditionnelles d'Espagne et d'ailleurs.

Es pregunta: le titre du troisième album du duo catalan Tarta Relena sorti cet automne est doublement mystérieux. L'accent sur «és» indique qu'il est exprimé en catalan et non en castillan; mais le choix de la langue n'explique rien de l'incomplétude de la formule, exempte de sujet, qu'il faudrait traduire, de façon insatisfaisante, par «*Est une question*». Et sur quoi porterait la question en question? «*L'ingrédient de base de notre musique est très minimalist. La marge est immense pour créer autour; l'espace autour de nos voix est presque comme une toile blanche*», propose Helena Ros Redon, au bout du fil depuis quelque pied de montagnes à proximité de Barcelone.

«On peut à loisir aménager cet espace, pourquoi pas peindre avec le son un champ dans la nature, ou faire battre des percussions électroniques», précise-t-elle, fervente, à la manière d'une Björk (à laquelle Tarta Relena rendait hommage dans une chanson de leur premier album, *Figues*, décrite comme du «Björk cueillant des figues à Majorque»).

Découvertes. «Le nombre de décisions artistiques que l'on peut prendre est indénombrable. L'espace d'expression artistique est presque infini», complète-t-elle enfin, alors qu'abonde sa collègue Marta Torrella i Martinez depuis Barcelone, et que défilent dans notre mémoire les écoulements d'eau de *la Font* ou les secousses infrabasses des ultramodernes *Si veriash a la rana ou Mille Risposte*. Des exemples aux antipodes de l'art plus imprévisible que jamais de Tarta Relena, duo né nu et a cappella, devenu avant-poste avant-gardiste du renouveau néo traditionnel européen. La question du pourquoi, du comment de leur musique se doit de rester ouverte, indéfiniment. A priori

ori le milieu artistique d'où a émergé l'idée du duo n'est pourtant pas le plus «ouvert qui soit: celui des chorales de Barcelone, où les amies d'enfance Marta Torrella i Martinez et Helena Ros Redon ont chanté pour la première fois, aux alentours de l'adolescence, œuvres du répertoire baroque et de la Renaissance et chansons populaires catalanes. Marta Torrella: «Nous avons découvert le répertoire que nous chantons encore aujourd'hui. Mais aussi son sens. Chanter dans un chœur est une expérience fabuleuse, mystique, addictive.»

Et comme le savent tous ceux qui ont approché de près la musique traditionnelle par la pratique ou la passion mélomane, rien n'est moins figé que son interprétation, nécessairement innovante (autorisons-nous à citer de nouveau, quelques semaines après l'avoir fait dans un article sur le collectif londonien Shovel Dance Collective, le musicologue Cecil Sharp: «Ne cherchez pas la version originale, concentrez-vous sur les transformations car elles sont la substance de la chanson»). Helena Ros Redon: «Je me souviens d'une sardane catalane qui était très amusante à chanter, très rythmique, où les différentes parties du chœur doivent chanter des parties habituellement réservées aux instruments de l'orchestre. Je suis soprano, donc je devais chanter les mélodies, très douces, enchanteresses. J'ai l'impression d'avoir compris la musique ce jour-là.»

Aucune raison donc de s'étonner que Tarta Relena, né en expérimentant avec leurs seules voix dans l'appartement que les deux vocalistes partageaient (Marta Torrella: «Helena est soprano et moi contralto, c'était facile de s'amuser»), habille ses interprétations de sons électro-niques voire s'autorise à transformer ses voix, à la faveur de la technologie, par-delà l'étrange et le familier, tel sur le sublime *Tamarindo*. «Cette chanson en particulier est, à nos yeux, un pur artefact, dont les voix sont volontairement impossibles à situer. Elles incarnent nos découvertes en studio, nos expérimentations, notre volonté d'étendre notre voca-

bulaire», détaille Marta Torrella i Martinez.

Substance. Chantant en catalan et espagnol mais aussi latin, ladino, géorgien, bientôt arabe ou français, Tarta Relena est un corps en expansion, mixant les sources et les sonorités – aucune des chansons d'*Es pregunta*, fondées sur des sources mé-

lodiques et poétiques très diverses, n'a une origine unique – mais aussi sa propre substance. Marta Torrella, sans ambiguïté: «Car tout commence toujours avec des questions.» Helena Ros Redon: «Et tout ne finit pas par des réponses. D'ailleurs, on ne répond qu'à une infime quantité des questions qu'on se pose. Et on doit continuer à

avancer avec ces mystères qui nous suivent. C'est la partie la plus amusante de notre métier d'artiste.»

OLIVIER LAMM

TARTA RELENA
ÉS PRÉGUNTA (*Latency*). En concert samedi (complet) au festival Closer Music, Lafayette Anticipations (75004).

biennale
de danse du
Val-de-Marne

12 mars – 11 avril 2025

labriqueterie.org

avec : Aina Alegre, Dalila Belaza, Nacera Belaza, Gaëlle Bourges, Dominique Brun & François Chaignaud, Tom Cassani, La Chachi, Idio Chichava, Collectif ÈS, Massimo Fusco, Israel Galván, Pol Jiménez, Eisa Jocson & Venuri Perera, Tatiana Julien, Guillem Mont de Palol & Ghislaine Gau, Fabrice Lambert, Fernando López Rodríguez, Paradox-Sal, Ayelen Parolin, Supa Rich Kids / Oulouy, Alain Platel & Fabrizio Cassol & Rodriguez Vangama, Soa Ratsifandrihana

L'âgé Auxerre

Guy Roux L'entraîneur de 86 ans continue à suivre l'AJ Auxerre, son club fétiche, et commente l'actualité à sa manière, rude et franche.



Patatas. «On n'a pas le temps, on discutera demain.» Nous qui attendions ce moment depuis le jour où l'on est tombé amoureux de l'AJ Auxerre, Guy Roux nous envoie balader en un regard. D'un pas décidé, le corps voûté, ralenti par le poids de ses 86 années, il file vers sa loge, et nous en tribune, interloqué. Quand l'arbitre siffle la fin du spectacle, on lève les yeux, et la forte tête réapparaît. Depuis son balcon des tribunes, il surplombe l'arène et sans la moindre émotion apparente, balaye du regard la foule en liesse. Ce match l'inquiétait. L'AJA a gagné face à l'OM.

«Pourvu que ça dure.»

Le lendemain, Guy Roux a retrouvé sa bonhomie. Les abords du stade de l'Abbé-Deschamps se sont vidés, la tension s'est envolée et l'emblématique coach icauuais prend plaisir à raconter, tel qu'on l'avait imaginé, les innombrables histoires de sa longue carrière. Il n'y a que quand on lui demande si c'est bien grâce à lui que l'AJA est aujourd'hui nichée à l'échelon ultime alors qu'il y a soixante-trois ans, il a hérité d'un club installé au niveau régional, qu'il s'avère moins bavard. «Les gens en parlent suffisamment», souffle-t-il, faussement modeste. Son titre de champion de Ligue 1, ses quatre coupes de France, ses épopees européennes et l'empreinte laissée sur le football français le rattrapent

LE PORTRAIT

quand une dizaine d'adolescents originaires de Pontarlier (Doubs) se ruent sur lui. Ils viennent de battre une équipe de jeunes de l'AJA et veulent leur photo avec le bâtisseur auxerrois. «Je ne refuse jamais les photos, d'autant que ça prend moins de temps que les autographes», s'amuse-t-il. Quitte à se faire piéger, comme lorsque des hooligans néonazis strasbourgeois parviennent à poser avec lui, dimanche dernier.

Devant les grilles du stade, il suit sans rechigner les consignes de notre photographe. Ici, hier, on entendait le speaker exiger

des supporteurs qu'ils cessent les chants insultants. Guy Roux minimise: «Ce sont des conneries! Moi, quand j'étais entraîneur, je me suis fait traiter d'"enculé" un million de fois par des stades entiers.» Par contre, il est plus intransigeant sur les signes visibles. «Un jour, j'ai repéré une croix gammée dessinée dans un coin des tribunes. J'ai envoyé deux de mes gars. Ils ont tapé le mec qui l'avait fait. Je leur ai dit que c'était interdit de taper. Ils m'ont répondu: "Mais, c'était une croix gammée!"» Il hausse les épaules. Sur le match de la veille, il refuse de s'épancher davantage pour ne pas interférer avec le coach actuel, Christophe Pélissier. «Tous les entraîneurs qui m'ont succédé se sont plaints que je prenais trop de place. Ce n'est pas vrai, je suis toujours resté à l'écart.» Celui

auquel il en veut encore, c'est Jean Fernandez, nommé entraîneur en 2006. «Quand je prononce le mot "ennemi", je ne pense plus aux Allemands et pas encore aux Russes, non, je pense à Fernandez.» La blessure est profonde. «C'était comme si le sol se dérobait sous mes pieds. J'étais là depuis 1951, j'ai été recruté à 13 ans. Je n'avais presque rien connu d'autre, et on me demande de partir!» Il souffle, secoue la tête. Histoire de changer de sujet, on lui rappelle les anecdotes qui ont fait sa légende. Il fut l'un des premiers à aller aux quatre coins du pays pour ramener des apprentis footballeurs de 14 piges. Il liste Prunier, Boli, Ferreri, Cantona, Cissé, Mexès. Et puis, il surveillait leurs sorties nocturnes. Un management paternaliste? Il le revendique. Plusieurs noms précités voient en Guy Roux un deuxième père.

Et sa famille, dans tout ça? «Mon fils a beaucoup joué au foot. Il était avec Cantona en cadet, après il a perdu sa place, il n'était pas assez costaud.» Mais cela ne semble lui faire ni chaud ni froid. On évoque timidement la mère de son fils. «Je me suis éloigné de ma femme parce que je n'étais jamais là. J'étais toujours au club où je travaillais soixante heures par semaine.» Il poursuit en lui manifestant une certaine admiration. Professeure agrégée de lettres, elle se faisait autant arrêter que lui dans les rues d'Auxerre. «A son enterrement, il y avait beaucoup de monde, ses anciens élèves, ses anciens collègues.» Il a organisé les obsèques, en août. Sans plus d'émotion, il évoque aussi son père, soldat, prisonnier pendant la Seconde Guerre mondiale, et sa mère, tombée malade quand il avait 8 ans.

Guy Roux accepte d'aller sur tous les terrains, en se promenant aux abords de celui qu'il connaît le mieux, l'Abbé-Deschamps. L'argent? Le livret A est rempli, il touche une petite retraite. Il dit ne pas être riche, même s'il se considère comme aisé. Proche de ses sous? «Non, non, ça, c'est la caricature des Guignols. J'ai toujours fait passer ma carrière avant l'argent. J'ai refusé le PSG, l'équipe de France.»

Un cri de guerre retentit dans un vestiaire voisin de celui où il nous a installés. Et ce féru d'actualités s'imagine désormais réquisitionné, si un nouveau conflit généralisé éclatait. «J'ai appris à tirer, je pourrais être utile.» Il n'a pas peur de la mort, il veut simplement que son agonie soit brève. Si la situation internationale l'inquiète, c'est pour son fils et ses trois petits-enfants. Le salut nazi de Musk l'a horrifié, mais il estime que le plus grand ennemi de l'Europe, c'est Poutine, qu'il compare à Hitler. Il revient sur son évolution politique: «Mon grand-père m'a donné une conscience républicaine.» Et d'ajouter: «Mon instituteur était communiste.» Le jeune Guy Roux était de gauche. Contre le colonialisme, contre les guerres d'Algérie et d'Indochine. Il a côtoyé Mitterrand, mais n'a jamais voté pour lui. Il s'amuse à reprendre la citation qui dit qu'on n'a pas de cœur si on n'est pas de gauche à 20 ans et qu'on n'a pas de tête si on n'est pas de droite à 40. Quant au député de sa circonscription, le RN Julien Odoul, il en est «plutôt fier». Il trouve qu'il «parle bien à la télé». Mais il ajoute: «C'est dommage qu'il soit du Front national. J'aurais préféré un centriste ou un LR, c'est les camps pour qui je vote.» Guy Roux tente d'expliquer comment ses préjugés et son conservatisme ont évolué: «Moi, j'ai mis soixante-dix ans avant de comprendre l'homosexualité, je me suis éduqué.» Il poursuit sur le sujet et on voit que certains clichés sont tenaces. Il sait son décalage par rapport à l'évolution de l'opinion publique sur ces questions. On poursuit ces débats politiques autour d'une pizza et de quelques bières, sur une terrasse ensoleillée du centre-ville. On ne va pas trop tarder, il ne veut pas rater le match Nantes-Lens. Dans la maison qu'il a fait bâtir dans un quartier calme d'Auxerre, il a deux télévisions et deux radios. Il regarde les émissions de son copain Pascal Praud, rencontré quand celui-ci commentait le foot pour TF1. Mais CNews, la chaîne de Bolloré, est trop à droite à son goût. «Ce n'est pas bon que ce soit un seul homme qui décide de tout.» On s'apprête à décamper, Guy Roux fixe une table voisine et lance de lui-même le dernier sujet. «Pourquoi on emmerde les femmes qui portent le voile? Si elles se baladaient cul nu, je trouverais intelligent qu'on le leur reproche. Mais chacun met ce qu'il veut sur sa tête.»

Par **EMANUEL DESCOURS**
Photo **BOBY**